

CINEMA
ET
REGIONALISME

(page 12)

LE PEUPLE 2^e BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé



Photo M.P.B.

PETROLE
CHANCE DE LA
← BRETAGNE ?

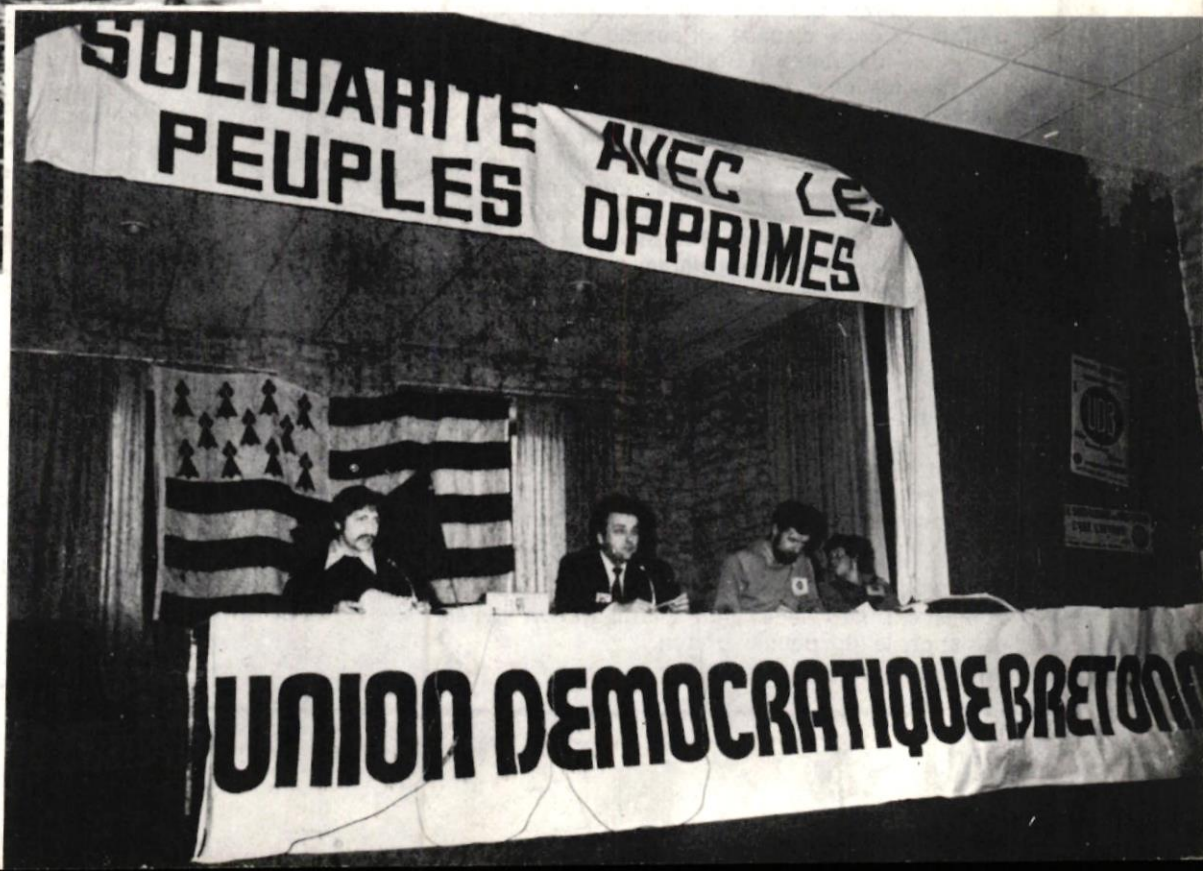
(v. page 7)

ELECTRONIQUE
VOCATION DE LA
BRETAGNE ?

(Notre étude p.8-9)

**LE 12^e CONGRÈS
DE L'U.D.B.**

Photo M.P.B./Koréentin Kéo



ADHÉREZ à L'U.D.B.

AVEC la tenue à Locudy de son 12^e Congrès, l'Union Démocratique Bretonne vient d'accomplir un pas de plus dans la longue marche qui fut entamée, au début de 1964, pour forger le parti nécessaire à la décolonisation du peuple breton.

Que de progrès accomplis depuis lors ! Ceux qui ont assisté à ce Congrès — délégués mandatés par leurs camarades des 30 sections de l'U.D.B., militants de base qui ont pu assister librement à l'ensemble du Congrès, journalistes, représentants des partis-frères des peuples opprimés — tous ont pu constater que l'U.D.B. reste la première organisation bretonne. Cette organisation, il a fallu la bâtir patiemment, à travers les difficultés, les embûches, les crises parfois, mais le résultat est là : **jamais dans son histoire le combat breton n'a été mieux servi que par notre Parti.** Cet acquis est si précieux qu'on comprendra que les responsables de l'U.D.B. ne sont pas prêts à brader le sérieux et la crédibilité qui sont les nôtres au profit d'une illusoire « union » avec l'éphémère confusion qui peut régner ailleurs. Ajouter de l'eau, claire ou trouble, pour augmenter la quantité, n'a jamais amélioré le vin...

Des progrès ont été aussi accomplis dans la clarté de notre lutte et de ses perspectives. L'assemblée générale a apporté quelques modifications à la charte de base de l'U.D.B. — que nous publierons intégralement le mois prochain — Ces modifications précisent notre lutte, **accentuent le caractère socialiste de notre engagement.** De la part de l'U.D.B. — qui fut voici plus de 11 ans, le premier parti à lier la lutte socialiste et la revendication bretonne — il ne s'agit évidemment pas d'opportunisme de circonstance. Tout simplement notre travail patient porte ses fruits : le degré de conscience du peuple des travailleurs bretons a bien progressé. Le monde rural lui-même voit s'accroître les contradictions sociales. Et chacun prend conscience un peu plus chaque jour que notre pays ne pourra pas être sauvé par le capitalisme centralisateur. Tenant compte de l'évolution bretonne, tenant compte aussi de l'exigence d'une plus grande cohésion interne, l'U.D.B. adapte ainsi sa démarche aux luttes qui nous attendent.

Enfin le 12^e Congrès de Locudy a largement ouvert notre Parti : répondant à notre profonde vocation unitaire, nous allons tout mettre en œuvre pour devenir un parti de masse. Pour cela, il fallait admettre que les rudes exigences militantes qui étaient jusqu'ici les nôtres devaient être sérieusement diminuées pour permettre à tous de nous rejoindre. Cela aussi a été adopté : désormais l'U.D.B. ne sera plus le parti ultra-militant qui limitait involontairement son recrutement. A tous nos sympathisants, aux lecteurs du P.B., nous disons : **« Rejoignez-nous ».** Rejoignez notre combat. A nos côtés vous tiendrez **la place que vous choisirez.** Vous serez les juges de votre militantisme et de votre engagement. Venez avec nous bâtir, chacun à sa mesure, la Bretagne de demain.

Nous nous adressons aussi aux militants socialistes bretons sincères qui ont cru devoir s'engager en dehors de l'U.D.B. Et nous disons : « Pourquoi ne pas rejoindre l'U.D.B. ? ». Par peur de notre « Stalinisme » ? Erreur, jamais notre parti n'a été plus ouvert et plus libre. Par crainte de « l'organisation forte » ? Elle est pourtant nécessaire au combat breton qui a tant souffert jusqu'ici d'avoir été mené en ordre dispersé. Et après Locudy, notre organisation est adaptée pour que chacun y choisisse sa place. Par désaccord avec notre « modèle de socialisme » ? Mais l'U.D.B. n'a pas choisi un tel modèle. **Le débat reste ouvert chez nous et pour longtemps encore, nous voulons rester une union,** au sens plein du terme. Il y a place parmi nous pour des marxistes comme pour des chrétiens, pour des socialistes autogestionnaires comme pour les partisans d'une planification économique centralisée. Est-on sûr qu'il soit bon — au stade actuel de la lutte — de maintenir des divisions et de multiplier les chapelles ? Par « exigence bretonnante » ? Mais depuis Locudy, l'U.D.B. a désormais — en plus de Pobl Vreizh et de nos affiches en breton — pris la décision de créer des sections entièrement bretonnantes, aux côtés de nos sections francophones... Alors ? Pourquoi ne pas s'unir ?

Rejoignez massivement l'U.D.B. et faisons-en le puissant parti nécessaire à la libération sociale et nationale du peuple breton.



Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

APPEL A NOS LECTEURS

A la suite de notre appel du mois dernier, plusieurs lecteurs nous ont demandé des invendus du P.B. pour les diffuser dans leur entourage afin d'essayer d'augmenter le nombre des abonnés de ce journal. Nous les en remercions et nous précisons que notre offre tient toujours. Il est important en effet de développer le groupe de nos abonnés : c'est grâce à eux que le *Peuple Breton* peut être un journal indépendant. La situation économique très difficile ne nous permet cependant pas d'accumuler des réserves de trésorerie en restant à un prix abordable. Pourtant, nous souhaiterions avoir en caisse une bonne avance, car alors nous pourrions envisager de généraliser la diffusion du *Peuple Breton* en kiosque, par les circuits commerciaux ordinaires. Et cette étape est essentielle à la croissance du P.B. Vous qui en êtes convaincus, permettez-nous d'aller de plus en plus vers la masse des travailleurs bretons qui ne connaissent pas votre journal préféré. Si vous nous lisez au numéro, vous nous aiderez beaucoup *en vous abonnant* : ce sera pour nous la meilleure preuve de confiance et d'encouragement. Si vous êtes abonnés, abonnez vos amis ou *participez à cette souscription permanente.* Dans l'année U.D.B. qui vient de se terminer avec le 12^e Congrès, vous avez battu un record en nous apportant 7.766,95 francs d'aide ! Soyez-en remerciés. Et fixons-nous pour la nouvelle année militante qui s'ouvre de « mettre de côté » le montant d'un numéro du P.B. (un peu plus d'un million d'anciens francs). D'accord ? Alors, en avant, betek an trec'h !

1^{re} liste

M. Ch. - 33 St Médard en Jalles	20,00
R.M. Lorient	20,00
Le Bris, Montpellier	10,00
R.P. - 94 Cachan	20,00
R.D., Nantes	20,00
Le Vaillant Michel, Lorient	10,00
M.J.L. - 94 Villejuif	20,00
Plougoum B. - Brest	20,00
Le Mercier Bernez « longue continuité pour le P.B. »	20,00
Le Touze, Moëlan s/mer	20,00
Broband Joël, Guingamp	70,00

Gesnys Lucette - 35 Bruz	15,00
Thirion J. - Ouessant	20,00
Tanguy J.J. - St-Brieuc	50,00
M.J.N. - 25 Besançon	20,00
Anonyme, St-Nazaire	
« War zao »	100,00
Le Trocquer - 78 Le Perray en Yvelines	50,00
Fanch L.B. - 62 Arras	20,00
Tassel R. - 14 Cherbourg	20,00
Kerautret - Asnières	100,00
Le Liboux - Asnières	40,00
L.B.J. - 44 Trignac	20,00
Keineg Paol	20,00
R. Le Roux - Brest	10,00
L.D.R. - Montbéliard	20,00
L.R. - Colombes	10,00
P.L. - Genevilliers	10,00
D.J. - 56 Plœmeur	10,00
F.D. - Nantes	70,00
B.J.Y. - St-Herblain	10,00
C.J. - Concarneau	20,00
Pautonnier - 53 St Azé	70,00
Quénéhervé Alain - Lanester	20,00
L.R.M.J. - Brest	20,00
C.R. - Cannes la bocca	40,00
Le Floc'h René - Rennes	3,00
M.A.G. - Villejean	10,00
Anonyme - Rennes	1,00

Total de la 1^{re} liste 1049,00



agence immobilière
jacques guégan

14, Boulevard Leclerc - 56100 LORIENT - tel 21 19 21

Collections reliées

Nous signalons à nos lecteurs, et particulièrement aux bibliothécaires, archivistes, documentalistes, collectionneurs, etc... que nous disposons de collections complètes **RELIÉES de l'année 1974 du PEUPLE BRETON.**

Ces collections seront réalisées, au fur et à mesure des commandes, dans la limite des exemplaires disponibles.

Pour toute commande adresser un chèque de 50,00 F. (franco) à : Le Peuple Breton, C.C.P. Rennes 2365.76 avec votre adresse.

« LE PEUPLE BRETON » mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 20 F

De soutien : à partir de 30 F

Etranger : 30 F

Etranger (par avion) : 45 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 1,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

l'Union démocratique bretonne

Chateaulin

Immédiatement après le 12e Congrès de Loktudi, le Bureau politique se réunissait pour homologuer la création de deux nouvelles

sections U.D.B. La 31^e section de notre Parti est ainsi celle de Chateaulin, au cœur des problèmes posés à la Bretagne par la militarisation colonialiste et le sous-emploi. Ceux de nos sympathisants qui veulent rejoindre le groupe de Chateaulin peuvent écrire au journal qui transmettra.

la fête du peuple breton

Attention ! Retenez ce week-end. Sur le plateau de Langolvoas près de Morlaix se déroulera une grande fête. Des chanteurs, du théâtre, des danses, des repas, des stands des expos, dans un climat d'union populaire et de liberté. Ce sera la première fête du Peuple Breton : nous pouvons en faire un grand moment d'expression bretonne. Voulez-vous des billets d'entrée dans l'enceinte de la fête ? Nous vous les expédions contre 3 Francs pièce (+ enveloppe timbrée pour le retour). Vous voulez l'autocollant de la fête ? Ajoutez un ou plusieurs timbres à 1,00 F à votre envoi. Retenez votre week-end : nous irons à la fête du P.B. et du P.V.

28-29 juin 1975

Brest Sant-Mark

Le mouvement breton de droite a longtemps fait à l'U.D.B. le (mauvais) procès de ne pas accorder à la langue bretonne la place qui lui revient. En réalité, depuis des années, la parution chaque mois de Pobl Vreizh — seul mensuel politique entièrement en breton — est un démenti à ces accusations. Un pas de plus a été franchi au soir de Loktudy 3 : une nouvelle section

première section entièrement bretonnante de l'U.D.B. Nos camarades de Brest-Sant-Mark mèneront l'intégralité de leur action — interne comme externe — en langue bretonne. Nous lançons un appel aux bretonnants brestois pour qu'ils rejoignent notre Parti qui ne se contente pas de déclarations de principe, mais qui œuvre concrètement pour le renouveau d'une langue bretonne vivante.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adresser ce bulletin (découper ou recopier) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

YAO

IL n'est pas trop tard pour saluer le lancement d'un nouveau confrère, dont le titre breton, YAO (en route !) convient on ne peut mieux à un journal qui se dit lui-même « organe des jeunes démocrates bretonnes ».

Le numéro 1 de ce bimestriel, daté de novembre-décembre, mais que certains ont pu acheter en avant-première lors de la tournée Stivell sous chapiteau, se présente comme un pont entre les jeunes Bretons anxieux de l'avenir de leur pays et avides de progrès et de démocratie.

Accessible à tous les jeunes de 15 à 20 ans environ, agréablement présenté et illustré, YAO entend apporter à ses lecteurs des informations objectives sur la renaissance bretonne actuelle dans les domaines culturel, sportif, social, syndical, voire politique, ainsi que sur les problèmes plus particuliers des jeunes de chez nous face au chômage, à l'exode, à la culture de classe.

La colonisation linguistique de notre peuple n'est pas oubliée non plus : certes, les 8 ou 10 pages actuelles ne permettent pas de multiplier les articles en breton, à une époque où les jeunes se voient souvent privés, par un enseignement de type colonial, de la connaissance de leur propre langue. Toutefois, celle-ci reste présente un peu partout à travers le journal, sans complexe, comme une composante indiscutable de notre vie sociale : calembour ici, information là, poème ou article culturel plus loin...

Un tel journal occupe ainsi une place qui, il faut bien le dire, était vacante, depuis longtemps : car, si la Bretagne dispose de revues littéraires, culturelles, politiques, il n'existait jusqu'à présent aucune publication (ou presque) se penchant sur les problèmes propres aux jeunes et par laquelle s'exprime leur prise de conscience sociale et bretonne.

Tout au plus avons-nous connu une première expérience dans ce domaine, en 1969 : il s'agissait du petit organe polycopié NI, auquel nous avions rendu hommage en son temps, périodique dynamique et courageux, fait par des jeunes pour des jeunes, et dont le développement, à l'époque, fut encourageant. Mais les fondateurs de NI se rendirent vite compte des limites de leur entreprise : sans référence idéologique très précise, sans autre ressort qu'une grande soif d'idéal, ils furent plus tard débordés par des courants ultra-marginaux ; et leur tentative de créer un mouvement de jeunes progressistes se solda en définitive par un échec.

Avec YAO au contraire, les objectifs sont clairs : il ne s'agit pas de perdre son temps en parolottes, mais de donner une arme nouvelle au peuple breton dans son combat de décolonisation. Et puisque la jeunesse n'est pas une classe sociale mais simplement un moment privilégié de la prise de conscience individuelle, elle veut se battre la main dans la main avec l'ensemble des mouvements démocratiques qui luttent dans le même sens. Seul peut être efficace le rassemblement de toutes les volontés autour d'analyses claires et d'un parti politique actif.

Or, ce parti, pour nos amis de YAO, ne peut être que l'U.D.B. : sur ce point, nos jeunes camarades ont une position nette qui témoigne de leur maturité autant que de l'expérience acquise. Certes, le journal s'adresse à tous et reste ouvert à tous, mais ce sans oublier qu'il a aussi un message à porter, une explication scientifique de la situation coloniale bretonne.

Le numéro 2, paru en janvier-février, ne fait que confirmer l'impression ressentie à la lecture du précédent : Interviews de jeunes, documentaire sportif, éditorial combatif, témoignent déjà au sein de l'équipe responsable d'un dynamisme certain, d'où l'humour n'est d'ailleurs pas absent. Bien plus, le succès du journal dans un certain nombre de communes montre combien il était attendu et colle aux nécessités présentes.

Il y a encore trop de tâches d'ombre à travers notre pays, où YAO n'est ni diffusé ni connu. Il serait dommage qu'une telle entreprise ne connaisse pas l'essor auquel elle a droit, et dont dépend en partie la prise de conscience de la jeunesse. A notre tour, répondons à l'appel de ces nouveaux militants de notre combat. Pour nous tenir au courant de leur action, pour les soutenir matériellement, abonnons-nous à leur organe.

YAO, bimestriel — le n° : 1 F — abonnement annuel : 6 F — de soutien : 10 F — A envoyer à J.-Y. Simon, Kervarhin, 56440 Languidic — C.C.P. : 3 743 71 J Nantes

LOCTUDY III : 12^e CONGRÈS DE

Le nouveau Bureau politique

Le second bureau politique de l'Union Démocratique Bretonne, élu le 20 avril 1975 par le XII^e Congrès du Parti se compose des camarades suivants :

Amice Monique, élue
Cornet André, élu
Daumer Yann, non sortant
Daumer Yveline, élue
Grall Hervé, non sortant
Guégueniat Jean, non sortant
Ilvoas Yves, non sortant
Kervoas Loig, non sortant
Le Blavec Bernard, non sortant
Le Gad Alain, non sortant
Leprohon Ronan, réélu
Lofficial Loeiz, élu
Morvannou Fanch, élu
Pellen Christian, non sortant
Péron Jean-Jacques, élu

Nos camarades Daumer Yann, Grall, Guégueniat, Kervoas, Le Blavec, Leprohon et Pellen continuent à assumer les responsabilités qui étaient les leurs l'an passé. Ilvoas devient trésorier de nos journaux assisté d'Yveline Daumer. Alain Le Gad devient responsable des affaires extérieures et Monique Amice responsable des affaires intérieures. Lofficial est adjoint à la propagande et 3 nouveaux postes sont créés : gestion de la presse (Péron), bretonnisation du parti (Morvannou) et jeunes (Cornet). Une équipe homogène pour une nouvelle étape dans la progression de l'U.D.B.



Cliché « Le Peuple Breton »

Le 12^e Congrès de notre Parti s'est tenu les 19 et 20 avril 1975 au château du Dourdy en Loctudy. C'était la troisième fois que nous nous réunissions en ce lieu agréable d'où le nom de « Loktudy III » que ce Congrès a pris pour nos militants. Douzième Congrès donc, mais — en application d'une décision de l'an dernier — premier congrès non-pleinier. En effet, cette année, chaque section du Parti avait, au préalable, procédé à l'élection de délégués au pro-rata du nombre de ses militants. Ils furent ainsi plus de 100 investis de la confiance des camarades de la base. Mais comme à l'U.D.B. n'importe qui peut assister librement à n'importe quelle réunion du parti quel qu'en soit le niveau, plusieurs dizaines de camarades — de 30 à 50 — étaient venus en observateurs, accompagnant le plus souvent les dé-

légués. On notait aussi au Congrès les 15 membres du Bureau politique et les membres de l'équipe-matériel, chargés de la tenue du Congrès. Dès l'entrée, les choses tournaient rond : on était pris en charge par l'équipe de la Trésorerie Nationale : validation des mandats des sections, délivrance des cartes de vote et des macarons de laissez-passer, hébergement et restauration. Puis on se mettait au travail : en assemblée générale, le samedi pour discuter les documents techniques émanant des postes de responsables nationaux puis pour discuter et voter le rapport politique de l'année écoulée — qui fut adopté à une très large majorité traduisant l'homogénéité de notre formation — en commission de travail — il y en eut 12 — le samedi et le dimanche matin ; puis à nouveau en assemblée générale le

dimanche pour le vote des résultats des travaux des commissions. Les travaux préparatoires du congrès dans les sections du Parti, la richesse des commissions du Congrès firent que nous eumes à traiter une matière nombreuse, parfois trop et l'Assemblée générale du dimanche après-midi fit éclater les limites horaires qui avaient été prévues !

La conscience politique des camarades mandatés fit cependant son office et au moment des élections au Bureau politique les candidats furent élus par une assemblée presque complète, bien que beaucoup de camarades délégués avaient encore à rentrer vite chez eux, et parfois loin pour reprendre leur travail dès le lundi matin. On trouva ci-contre la nouvelle composition du Bureau politique de l'U.D.B., avec les responsabilités que se sont partagées les élus lors d'une réunion exceptionnelle du Bureau politique qui se tint dans la nuit de dimanche à lundi.

Nous parlons par ailleurs de l'aspect international du congrès. Il faudrait aussi évoquer la pratique bilingue accrue de cette session : plusieurs interventions ou débats eurent lieu en breton, plusieurs textes furent rédigés dans notre langue et la décoration de la salle traduisait dans son bilinguisme intégral la volonté de l'U.D.B. de faire du breton une langue à part entière du Parti. Il faudrait aussi évoquer l'amitié qui régnait entre les délégués, les fraternelles discussions hors-séances, la présence de stands — du Parti, de l'organisation Dastum, du journal de jeunes « Yao » ou même de nos camarades du Pays de Galles, de Galice ou du Pays basque. Il faudrait évoquer l'ambiance des repas,

Bilan d'une année politique

Approuvé par une large majorité des mandats, le rapport politique du Bureau Politique sortant constituait le document de base de notre congrès. Nous en donnons ici des extraits significatifs de l'année politique et du rôle réel joué par l'U.D.B. en Bretagne.

La crise a connu, tout au long de l'année écoulée une amplification considérable. Les U.S.A., maîtres à penser du capitalisme mondial, sont confrontés, chez eux, avec des difficultés d'ampleur comparable à la crise de 1929. Les données économiques mondiales ont été radicalement modifiées par l'irruption du tiers-monde dans le jeu international : en exigeant, avec des moyens de plus en plus efficaces, que cesse le pillage éhonté de leurs énergies et de leurs matières premières, les pays sous-développés contraignent l'impérialisme à une révision déchirante de son système de domination mondiale.

Face à cette réalité, l'impérialisme montre à nouveau sa vraie nature oppressive : menace de conflit mondial

brandie par Kissinger, poursuite de l'aide aux régimes fantoches du Sud-Est asiatique, intervention militaire au Cambodge, tentative manquée de putsch à Chypre, etc...

Cependant, le leadership américain est de moins en moins supporté par les peuples du monde. Et, si malheureusement, le peuple chilien continue à subir le régime fasciste de Pinochet, d'autres secouent le joug ou réussissent à se libérer. On a vu se développer considérablement l'opposition armée à l'impérialisme (Palestine, Ulster, Oman, etc...) sans que soient toujours évitées certaines impasses (terrorisme « gauchiste » en Europe Occidentale, par exemple). Dans le même temps la cause de l'anti-impérialisme triomphait à l'O.N.U. avec l'O.L.P., au Portugal avec la prise de pouvoir des démocrates, en Grèce avec le départ des colonels, etc...

Ces combats concernent le peuple breton : notre lutte fait partie intégrante de l'opposition populaire à l'impérialisme international. Les victoires des forces progressistes ont d'ailleurs un retentissement en Bretagne même, en augmentant la crédibilité de la gauche, en prouvant la réalité de la solidarité internationale. Toute défaite d'un peuple en face de l'impérialisme a malheureusement des conséquences inverses.

Cette solidarité internationale est de plus en plus une nécessité face au resserrement des liens entre les principaux pays capitalistes. L'accession au pouvoir en France de la droite giscardienne se traduit d'ailleurs par un alignement croissant sur les exigences de la politique américaine (cf. rencontre des Antilles).

En France, l'élection de Giscard d'Estaing, grâce à une formidable coalition des puissances d'argent qui a contenu d'extrême justesse le courant populaire, marque une nouvelle étape de la domination capitaliste.

Non pas que le durcissement du régime puisse être déduit de la permanence des violences policières ou de la surveillance des opposants. Mais, parce que, avec Giscard, c'est une « droite intelligente » qui est au pouvoir pour adapter le capitalisme aux réalités du temps. Ainsi se trouve accentué le caractère monopoliste de l'économie, encore concentrée par la crise, avec la privatisation croissante de secteurs publics que les luttes passées de la classe ouvrière avaient arraché au capital : postes et télécommunications, énergie, radio et télévision, sécurité sociale, etc...

En Bretagne, en raison du caractère archaïque ou inadapté de bien des structures économiques, la crise du

capitalisme et la politique giscardienne ont des conséquences aggravées. Les menaces sur l'emploi — particulièrement celui des jeunes, des femmes ou de ceux qui quittent la terre — s'amplifient dramatiquement et accentuent de manière inquiétante l'exode et la désertification du pays.

Par ailleurs, l'accroissement des tensions dans l'économie occidentale amène les éléments les plus lucides des dirigeants capitalistes à freiner, dans une certaine mesure, le développement des forces productives. C'est dans ce cadre qu'il faut placer la vague des théories comme « la croissance zéro » ou les « terreurs écologistes de l'an 2000 ». C'est aussi dans ce cadre qu'il faut placer — en partie — la volonté politique de non-industrialisation de la Bretagne : comme colonie, notre pays présente des avantages pour le pouvoir capitaliste : réserve de main-d'œuvre bon marché, de matières premières inexploitées, marché protégé.

C'est aussi une zone géographique où l'état des forces sociales est moins avancé dans les zones industrialisées. Cette aliénation coloniale permet au pouvoir de disposer d'une région électorale « sûre », et permet aussi l'exploitation par les patrons-pirates d'un marché du travail déséquilibré, où règnent les bas-salaires, surprofits et répressions antisyndicales.

pladenou keltieg
rikou soner
38, rue pierre-sémard
quimper



Cliché Le Peuple Breton.

la soirée du samedi soir, la réception de la presse, l'hymne breton et l'Internationale...

Mais ces pages n'y suffiraient pas. Et, depuis onze ans, la réussite est souvent au rendez-vous des Congrès de l'U.D.B. : « Loktudy III » n'a pas failli à la tradition.

Mais cette industrialisation-pirate a entraîné des modifications du milieu social et une certaine augmentation de la combativité ouvrière. A cet égard, l'année écoulée a vu la non-industrialisation reprendre la faveur du pouvoir qui s'est, à plusieurs reprises, délibérément prononcé pour une accentuation des « vocations » militaires et touristiques de la Bretagne, laissant à une répression sociale aggravée - et rendue possible par l'état de division des forces politiques de gauche - le soin de faire accepter ces choix. Ceci paraît d'autant plus réalisable au pouvoir qu'aucune expression de la volonté bretonne n'a résulté de la mise en place « d'institutions régionales » qui semblent ne servir qu'à revaloriser des chevaux de retour comme Pleven ou Marcellin.

Face à cette situation, à un pouvoir giscardien utilisant à plein le relais des notables coloniaux, à une gauche française divisée mais soucieuse de s'adapter aux réalités locales pour récupérer l'acquis du combat breton, notre Parti, sous la direction du Bureau Politique et grâce à un degré de militantisme jamais atteint jusqu'alors a tenu le rôle que nous pouvions espérer il y a un an.

I — Une offensive idéologique sans précédent.

Le Parti a pu mener à bien cette année, à 3 reprises, de véritables actions de masse, essentielles, pour élargir notre audience.

Le 12^e Congrès de l'U.D.B. présentait un aspect bien connu des « anciens militants » : les drapeaux des partis-frères étrangers ornaient la salle d'Assemblée générale. Ils étaient simplement plus nombreux que d'habitude. A la tribune aussi, davantage d'orateurs amicaux ou fraternels. C'est que « Loktudy 3 » — c'était la troisième fois que nous nous réunissons au château du Dourdy — concrétisait la croissance spectaculaire de l'audience de l'U.D.B. dans le monde.

LES MESSAGES AU CONGRES

Notre camarade Hervé Grall, responsable des Relations Internationales, a lu à la tribune du Congrès des messages du Parti Démocratique de Kurdistan, du Comité central de l'Union Progressiste Multiraciale de Nouvelle-Calédonie, du Mouvement des Indiens américains, du Comité central de l'Association des Coréens émigrés au Japon, de l'organisation culturelle galloise Cymdeithas yr Iaith cymraeg. Il donna aussi lecture du fraternel message du Bureau politique du Parti progressiste martiniquais ci-dessous.

LES DELEGUES AU CONGRES

Après le représentant de l'UDB, le Congrès entendit les allocutions des représentants des organisations présentes au Congrès :

— les Gallois, avec l'intervention d'une camarade de Cymru Goch (Pays de Galles rouge)



Une camarade galloise.

— les Basques, avec un des deux délégués envoyés par l'Herriko Alderdi Sozialista (Parti socialiste basque)

— les Occitans, représentés à Loktudy par un envoyé de « Lutte Occitane » qui évoqua les problèmes de son organisation

— les Irlandais, avec notre camarade Gérard Mac Alliden du Sinn-Fein et I.R.A. officielle, que nous retrouvons pour la seconde année et qui fit applaudir par tous l'union des peuples irlandais et breton

— les Galiciens, avec l'un des représentants du Comité central de l'Union do pobo Galego (Union du peuple galicien) qui fit distribuer à tous les participants un communiqué de son parti à l'UDB, spécialement édité à l'occasion de notre 12^e Congrès

— les Catalans, nouveaux venus dans nos Congrès, et qui furent représentés à la tribune par un camarade de l'Esquerra Catalana dels treballadors (Gauche catalane des travailleurs) qui fut chaleureusement ovationné lorsqu'il annonça que son groupe et le Partit socialista d'alliberament nacional dels països catalans (P.S.A.N.) signaient cette année la « déclaration de Brest ».

LA DECLARATION FINALE...

Réunis en Bretagne les 19 et 20 avril 1975, les organisations signataires de la « Déclaration de Brest » représentant des partis d'Irlande, de Galice, de Bretagne, du Pays de Galles, d'Euskadi (Pays Basque) et des Pays Catalans, réaffirment la nécessité d'une union entre les peuples opprimés d'Europe.

Signée le 3 février 1974, la « Déclaration de Brest sur la lutte contre le colonialisme en Europe Occidentale » met en évidence le caractère universel de l'Impérialisme et l'extrême gravité de la situation créée dans nos pays respectifs par la permanence du système colonial qui en découle.

Ce document historique a eu une très grande répercussion auprès des organisations révolutionnaires des nations opprimées de l'Europe occidentale, et nous pouvons le considérer comme un point de départ pour établir au niveau de l'Europe une stratégie de lutte de libération nationale et sociale.

C'est ainsi qu'aux trois organisations initiales (Union du Peuple Galicien, Union Démocratique Bretonne, Mouvement Républicain Irlandais : Sinn Fein et I.R.A. officiels) se sont ajoutés en 1974 le Parti Socialiste Basque et le Pays de Galles Rouge, puis cette année la Gauche Catalane des Travailleurs (E.C.T. en Catalogne-Nord) et le Parti Socialiste de Libération Nationale des Pays Catalans (P.S.A.N.-provisionnels), ce qui constitue un début de coordination internationale entre mouvements socialistes des peuples opprimés d'Europe.

Au nom des peuples que nous représentons, nous appelons toutes les organisations des peuples opprimés d'Europe occidentale à se joindre à nous dans le combat pour une Europe Socialiste établie sur l'égalité des Peuples qui la composent.

**Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés : unissez-vous !
Vive l'Internationalisme prolétarien !**

- U.P.G. : Union do Pobo Galego
 - U.D.B. : Union Démocratique Bretonne
 - I.R.M. : Irish Républicain Mouvement (Sinn Fein et I.R.A. officiels)
 - H.A.S. : Herriko Alderdi Sozialista
 - C.G. : Cymru Goch
 - E.C.T. : Esquerra Catalana dels Treballadors
 - P.S.A.N. : Partit Socialista d'Alliberament Nacional dels Països Catalans (Provisionals)
- Bretagne le 20 avril 1975

MESSAGE DU PARTI PROGRESSISTE MARTINIQUEAIS A L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

Le Bureau politique du Parti Progressiste Martiniquais a reçu de l'Union Démocratique Bretonne une invitation à son Congrès des 19 et 20 Avril prochain. Il regrette de n'être pas en mesure de dépêcher un camarade pour en suivre les travaux.

Il regrette d'autant que, sans aucun doute, la situation politique, économique et sociale de la Bretagne par rapport à l'Impérialisme Parisien, ne manque pas de points communs et donc, de judicieux rapprochements à faire avec la situation politique, économique et sociale de la Martinique, un des derniers territoires coloniaux d'outre-mer, à l'ère de la décolonialisation.

L'exploitation de notre peuple, qui compte, sur une population active de 125 000 personnes, 70 000 chômeurs, jouet des monopoles et des trusts de France, « c'est le fait de la Bourgeoisie locale complice ».

L'absence volontaire d'une politique résolue de développement économique de notre pays, à qui n'est offert que la solution de l'émigration vers la France, en sorte que nos frères se retrouvent dans le sous-prolétariat parisien et nos sœurs sur les pavés de Pigalle ;

Le sabotage de toute initiative locale, au profit du concurrent capitaliste européen ;

L'étouffement de notre personnalité, l'entretien systématique de l'aliénation culturelle qui fait perdre à notre peuple son identité et jusqu'à son âme, et parachevé de faire du Martiniquais un déraciné chez lui-même, témoin de son histoire et non pas maître de ses destinées ;

Tous ces phénomènes, nés de notre situation coloniale, sont connus de la Bretagne et des Bretons, colonie et colonisés de l'Intérieur, victimes aussi du même Impérialisme et du même Etat Jacobin, s'entendant dans la même anachronique centralisation et refusant d'admettre l'Etat Multinational.

C'est dire si, loin de vous, conscients que notre salut ne dépend que de nous, de notre résolution, de nos propres méthodes, de notre propre stratégie, nous comprenons vos problèmes, nous supposons vos aspirations, nous imaginons votre combat.

C'est dire si nous prenons parfaitement conscience que, chacun de son côté et à sa manière, nous menons un même combat contre un ennemi commun.

Le P.P.M. salue votre Congrès et souhaite plein succès à ses travaux. A travers l'Union Démocratique Bretonne, le Parti Progressiste Martiniquais adresse son salut internationaliste au peuple colonisé de Bretagne.

Bon travail, Camarades

Vive la Fraternisation de nos deux Peuples !

Rapport politique

(Suite de la page 5)

Si le Parti redevient « crédible » au début de cette année 1975, c'est bien parce que nous sommes les premiers dans la bataille idéologique en Bretagne.

— alors que nous avons mené une campagne massive sur l'emploi en Bretagne, la Gauche hexagonale commence la sienne avec 6 mois de retard ;

— alors que le pouvoir propose aux Bretons un schéma d'aménagement touristique du littoral, nous posons les vrais choix :

« Tourisme populaire ou tourisme de luxe ? »

« Le tourisme ne peut qu'être un secteur d'appoint dans l'économie de notre pays » ;

— alors que le pouvoir fait mine d'industrialiser la Bretagne en proposant d'y implanter des centrales nucléaires, on voit s'accélérer un mouvement écologiste dont l'appartenance politique mériterait d'être précisée.

Ici encore le Parti pose les vrais problèmes : celui de l'industrialisation de la Bretagne et des ressources énergétiques qui lui sont nécessaires.

Le rôle de nos journaux, dans cette offensive, mérite d'être souligné par le débat qu'il permet avec nos compatriotes et les perspectives qu'il ouvre pour la Bretagne. Et c'est dans cette perspective que nous avons dénoncé et clairement démythifié le confusionnisme du mouvement breton de droite.

Mais cette bataille n'a pu être menée positivement que parce qu'elle s'appuie sur une pratique politique multipliée et diversifiée.

II — Une pratique politique multipliée et diversifiée

Ce qu'il faut d'emblée souligner, c'est l'importance de la multiplication, quantitative et qualitative de nos actions, doublée d'une diversification de celles-ci.

— En Bretagne, le Parti a mené ses luttes suivant une double démarche :

● une démarche unitaire qui a atteint son sommet avec notre participation aux élections présidentielles, à tous les niveaux de celle-ci, qui nous a permis de nous affirmer, bien plus encore, comme le Parti breton de Gauche.

Sur le front culturel, nos rencontres pour la campagne de bretonnisation des noms de lieux, ou bien sûr, la « Fête en Bretagne », participent d'une même pratique unitaire.

● une démarche autonome, rendue obligatoire par l'éclatement de la gauche, mais commencée bien avant celui-ci. Les exemples de la Tournée Stivell, de notre campagne sur l'emploi, illustrent bien cette pratique.

D'autres actions, moins spectaculaires et plus localisées mais de qualité égale, méritent d'être retenues :

● notre action contre la militarisation à Ty Vougeret, renforcée par une dénonciation de la militarisation de la Bretagne et une publication dans le « Peuple Breton » d'une carte détaillée de ce cancer ;

● notre participation à des comités de soutien aux travailleurs en grève, à travers la Bretagne (Pont-l'Abbé, Quimper, Douarnenez, Guérande, P.T.T...) ;

● notre participation aux élections partielles législatives et cantonales de Guérande et du Faouët continue une pratique que l'U.D.B. poursuit depuis plusieurs années.

● Enfin le Parti a témoigné de sa vitalité par la création de nouveaux moyens de propagande (expositions dans la rue, projection de films en salle...) ou le renforcement de ceux déjà existants (densité des communiqués U.D.B. dans la presse en Bretagne cette année).

CONFLITS EN CHAÎNE

DANS LE MONDE PARA-AGRICOLE

SALAISSONS JAIN

Depuis le début du mois de décembre, un grave conflit a éclaté (voir le P.B. n° 136) à Pleyben. Les d'être exploités, laissés 15 mois sans augmentation de salaire, leur convention collective non appliquée, les salariés de chez Jain créent une section syndicale qui se heurte à l'intransigeance du patron qui refuse de négocier véritablement. L'emploi des grévistes est menacé...

LAITERIE LE GALL

Ici, à Quimper, le conflit vient du refus des salariés d'accepter des licenciements alors que l'horaire hebdomadaire de l'entreprise est encore de 46 heures et demie. Une réorganisation des horaires permettrait de conserver l'emploi de tous, si le patron voulait...

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Depuis le 28 mars, le personnel par des débrayages essaye d'obtenir des négociations sur des revendications portant surtout sur l'amélioration des locaux de travail et sur l'augmentation du nombre des employés. Encore un exemple du malthusianisme patronal, abrité derrière l'alibi de la crise.

C.M.R.A.

A Landerneau, le conflit éclate le 10 mars. A partir du 26 mars, c'est la grève illimitée, car le personnel veut imposer une négociation locale sur des revendications locales, comme l'augmentation uniforme de 100 F de l'ensemble des salaires.

Partout, les salariés du monde para-agricole, posent des problèmes fondamentaux auxquels sont de plus en plus confrontés les travailleurs bretons : hiérarchie excessive des salaires, refus répétés de négocier, atteintes au droit syndical dans les entreprises.

CRÉDIT AGRICOLE

Le conflit du crédit agricole est le modèle de tous ces combats. Qu'est-ce que le Crédit Agricole ? C'est la première banque hexagonale, la 4^e banque mondiale ! Et au 2 janvier 1974, les fonds reçus en dépôts et emprunts se montaient à 130 milliards 600 ! Ce chiffre représente environ 10 fois le chiffre d'affaires de Renault en 1972 en voitures particulières. Par ailleurs, le Crédit Agricole pourrait acheter, avec les fonds dont il dispose, 10 % de ce qui se produit en France en une année ! Un des piliers du capitalisme français, donc...

Dans un groupe d'une pareille puissance, les conditions de travail et de rémunérations laissent rêveur : le Crédit Agricole avec 48 000 salariés gère 8 842 guichets permanents dans l'hexagone. A titre de comparaison, la seconde banque

française — la B.N.P. — avec 45 653 salariés ne dispose que de 1 740 guichets !

Au début d'avril, les salariés du Crédit Agricole en étaient à leur 5^e semaine de grève pour obtenir l'intégration des primes dans le salaire et des augmentations uniformes de salaire. Cette grève se heurta de front au système bancaire. Grâce à une conscience de classe élevée, le personnel finistérien se rend compte que la très forte hiérarchie des salaires divise les travailleurs, que le système des « primes » remplaçant une part importante de la paye sert à faire entrer les employés dans le système de « participation » à la vie de la firme, les rendant plus faciles à manipuler. Pourtant cette grève dure fut assez mal comprise par une partie des paysans. Il faut dénoncer ici le rôle de certains agriculteurs, manipulés par Gourvennec et ses complices. Par ses interventions musclées de type poujadiste, l'homme de la majorité sert de diviseur des travailleurs bretons. Par son action contre une grève bretonne suivie dans l'enthousiasme et la discipline par 80 % du personnel, il vient au secours de ses patrons giscardiens et parisiens. Les masques tomberont pourtant quelle que soit la démagogie et, grâce à un conflit exemplaire comme celui du Crédit Agricole, les agriculteurs et les ouvriers bretons sauront bien reconnaître leurs vrais ennemis.



IFFIG

- a noté avec intérêt le comportement confusionniste de S.A.V. dans le conflit du Crédit Agricole,
- avait d'abord lu un communiqué de S.A.V. et de quelques autres groupes : pur et dur, rien à redire,
- fut dès lors surpris d'apprendre que ce texte avait été publié « sans qu'aucun des responsables nationaux ou fédéraux aient été consultés ou prévenus »,
- s'est dit que la démocratie, à S.A.V., doit être autogérée...
- a ensuite été stupéfait de voir que le comité directeur de S.A.V. (parti de gauche, paraît-il...) estimait que dans ce conflit étaient en présence « en territoire breton deux organisations françaises » : le Crédit Agricole et la C.F.D.T. !
- a pensé que les employés bretons en grève auront apprécié le caractère éminemment socialiste de cette position !
- se demande si la valse-hésitation du S.A.V. ne vient pas de ses liens d'amitié avec quelques membres de la bande à Gourvennec...
- renonce cependant à cette hypothèse car elle serait trop triste pour la « nouvelle gauche bretonne » !



DISQUES ARFOLK

EDITIONS . PRODUCTIONS . DIFFUSION
sont réalisées en Bretagne

BOMBARDE et ORGUE - JÉGAT et YHUEL

Grand prix du disque 73, Cythare d'or 73

Ar Sonerien Du - Diaouled ar Menez
Kouerien Sant Yann
Ar Bleizi Ruz - Ar Penseerien
Mikaël Kerné - Youenn Gwernig - Cadic Ha Kimry
Frères Pennec - Sœurs L'Hour - Frères Kergosien
Beilhadeg e Menez - Kamm (Veillée à Menez-Kamm)

DISTRIBUTION Keltia Tri (Production ALAN STIVELL)

Bagad Bleimor Champion de Bretagne 1973

DISTRIBUTION EXCLUSIVE DISQUES VELIA :

François Budet - Kannenou Santel
Satanazet - Georges Schmitt - Ar Skrilhed

La musique bretonne, c'est ARFOLK

SOCIÉTÉ BRETONNE D'ENREGISTREMENT

14, Passage du Blavet .. 56100 LORIENT..

LES PROBLÈMES DE L'ÉNERGIE EN BRETAGNE

3^e PARTIE

Le peu, comme l'aurait dit Poniatowski, que le pétrole breton ne soit qu'un énorme bluff. Mais il se peut aussi qu'il existe bel et bien, et là, beaucoup de choses peuvent changer dans ce pays. Les deux derniers numéros du « Peuple Breton » ont montré ce que pouvait apporter cet âge de l'or noir, ils ont aussi montré que la richesse, une fois de plus, risque de passer largement au-dessus de nos têtes...

EXPLOITER OU PAS

Alors, le moins mauvais pour les Bretons serait-il encore que ce pétrole reste enfoui à jamais dans le fond des océans ?

La question de la non-exploitation mérite en fait d'être posée car ça ne serait pas la première fois que nos matières premières seraient négligées ou gaspillées. Il suffit de rappeler les exemples du minerai de fer de Châteaubriant-Segré, des kaolins des Monts d'Arrée, du cuivre présent en Bretagne pour se rendre compte que l'intérêt des trusts transnationaux est parfois de geler les ressources naturelles d'un pays qu'ils dominent.

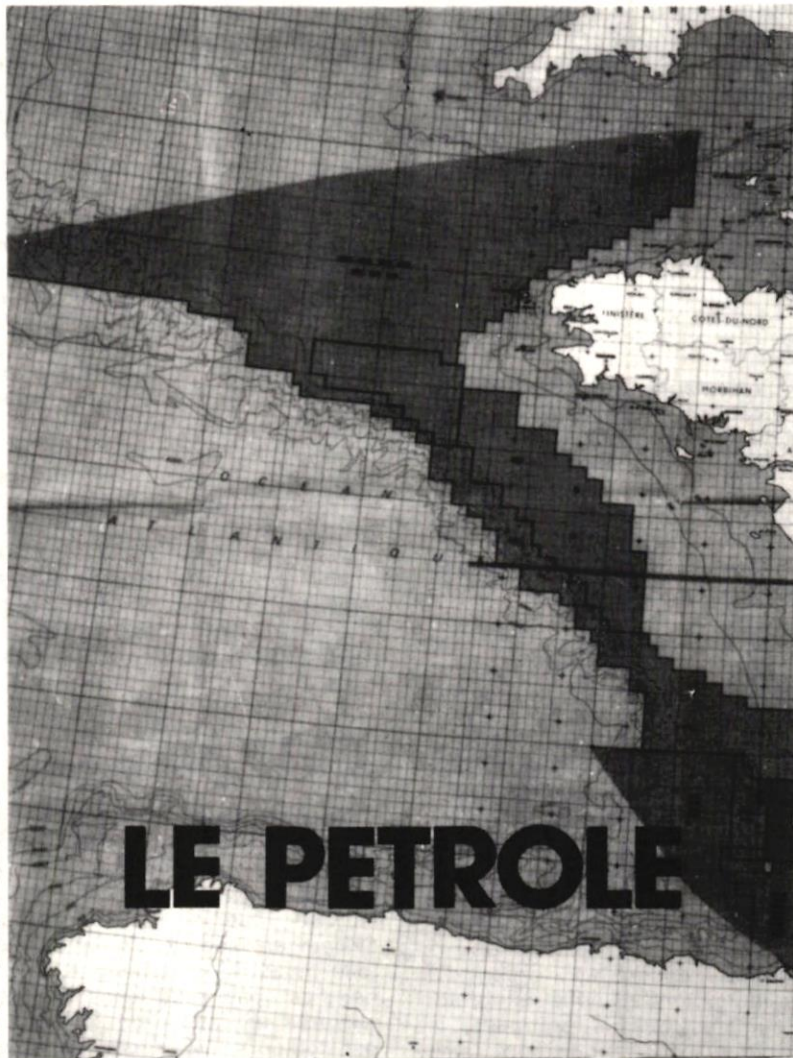
Curieusement, mais symptomatiquement, cette position rejoint celle de certains militants écologiques qui déjà, concernant le pétrole, font entendre leurs voix. Bien sûr, il y a des risques dans toute industrialisation ; bien sûr, il faut garder la Bretagne propre, mais à qui profiterait-elle, si elle devait perdre tous ses jeunes ?

En fait, la demande en hydrocarbures est telle, dans la période actuelle, que, s'il y a du pétrole au large de la Bretagne, nul argument économique ou écologique n'empêchera son exploitation. Il s'agit simplement de savoir dans quelles conditions elle se fera, et si toutes les protections possibles pour les activités existantes et pour le site seront prises. L'expérience montre qu'on ne peut, sur ce plan, faire confiance ni aux sociétés, ni à la législation, qu'elle soit française ou anglaise, et les craintes et les exigences des marins-pêcheurs C.F.D.T. apparaissent pleinement justifiées.

Qu'on se souvienne de la criminelle incompétence de nos gouvernants, qui lors du naufrage du Torrey-Canyon, n'avaient, pour lutter contre la mer et le vent que des pelles, des balais et des promesses que cela ne se reproduirait plus. Aujourd'hui, on nous assure avec autant d'aplomb que le risque d'accident en cours d'exploitation est « hautement improbable » et que durant les recherches un accident grave a 0,5 pour 1000 de risque de se produire.

Pourtant, en Californie, le puits de Santa Barba a débité pendant trois semaines, en 1969, et on estime aujourd'hui que les déversements d'hydrocarbures en mer sont dix fois supérieurs aux infiltrations naturelles.

Pouvons-nous faire confiance aux lois quand on sait qu'elles ne s'appliquent qu'en Manche et en Mer du Nord (et la Mer d'Iroise, alors ?), qu'elles sont largement insuffisantes (elles prévoient l'enfouissement des conduites sous-marines et le transport à terre des huiles usées lors du fonctionnement des plateformes) et qu'elles entraînent bien sûr des retards d'exploitation. A près d'un million d'habitants, il faudra, pour que les sociétés respectent ces clauses une pression très dynamique de l'opinion bretonne !



M. P. B. - Edouard Ducourneau

EN ECOSSE ET EN NORVEGE

Devant les sociétés pétrolières, il n'y a que deux attitudes possibles : leur laisser le champ libre, comme le fait l'Angleterre pour sa colonie d'Ecosse ; ou, comme c'est le cas en Norvège, tenter de leur résister.

Lorsque la certitude fut acquise que, dans les eaux écossaises, le pétrole existait en grande quantité, tout se déclencha à une vitesse terrifiante, à partir des Etats-Unis et de Londres, mais sans les Ecosseis. Le pays était en pleine récession économique, les entreprises traditionnelles agonisaient, les gens s'en allaient. Les Américains achetèrent immédiatement des chantiers navals en perte, des entreprises malades, des terrains en zone portuaire ou côtière, et le gouvernement encourageait les industriels à faire de même, mettant aux enchères le maximum de concessions en mer, favorisant à outrance les grandes compagnies pétrolières. Tout a été mis en œuvre pour que le pétrole soit exploité rapidement, quelles que soient les conséquences de sa disparition prématurée par surexploitation.

Comment l'Ecosse a-t-elle subi cette invasion ? En apparence bien, puisque l'on dit partout qu'il s'est créé des milliers d'emplois et qu'il y a de l'argent à ramasser à la pelle. En fait les Ecosseis obtiennent surtout les bas emplois, les moins rétribués ; les cadres et la maîtrise n'ont pas été recrutés sur place, la crise du logement et la spéculation ont pris un tour aigu. Partout on défonce, on enterre du pipe-line, on arase des hectares, on massacre de jolis petits ports pour faire des supply-vessels. Les habitants, mis devant le fait accompli, commen-

cent à se demander si, dans quelques années, une fois le calme revenu, la région ne va pas retomber dans une nouvelle récession, plus terrible que la précédente.

L'exemple de la Norvège est tout différent : ce petit pays, dont la population est comparable à celle de la Bretagne, possède une tradition démocratique solidement établie et, dès la découverte du premier gisement toutes les mesures furent prises pour que le principal bénéficiaire soit le peuple norvégien. Ainsi, il ne peut être octroyé de concessions qu'à des compagnies norvégiennes, d'où la nécessité pour les pétroliers d'avoir des filiales dans lesquelles 51 % au moins des capitaux sont locaux. Le gouvernement freine l'octroi des concessions de manière à retarder le déclin des activités et à préparer des reconversions : ce n'est pas sans raison que les Américains renouent et appellent les Norvégiens les « Lybiens du Nord » ! La Norvège a formé une armée d'ingénieurs et de techniciens qui maîtrisent actuellement la plupart des techniques utilisées. De plus, elle tient à raffiner elle-même le brut et crée toute une pétrochimie !

DES CONSEQUENCES POLITIQUES

Que faut-il en déduire pour la Bretagne ? Le contexte politique français en général, et la situation de dépendance de la Bretagne en particulier font que le schéma de développement de notre pays sera de type écossais, et sans doute pire. Si la situation diffère tant entre l'Ecosse et la Norvège, c'est bien sûr parce que les Norvégiens possèdent un Etat, quand les Ecosseis sont traités en colonisés et n'ont

aucune prise sur leur propre économie. La découverte du pétrole en Ecosse a eu des conséquences politiques très évidentes avec le progrès du nationalisme. Le S.N.P. (Scottish National Party) est devenu le deuxième parti en Ecosse, avec plus de 30 % des voix.

« Le succès de la campagne a été dû au fait que le S.N.P. a reconnu le premier de tous les partis politiques la taille et les potentialités des gisements, nous a dit l'un de ses dirigeants, Paul Mes ; les premières phases de la campagne ont consisté

- à indiquer la taille des gisements
- que le pétrole était de grande valeur
- que c'était le pétrole de l'Ecosse
- que le pétrole pourrait, soit transformer les problèmes auxquels l'Ecosse faisait face, soit être utilisé pour le seul bénéfice des schémas grandioses du gouvernement de Londres. Le thème « Scotland's Oil, to London, with love ? » a eu beaucoup de succès... »



Le pétrole écossais : qui met la main sur l'argent ?

Il serait pourtant imprudent de calquer une stratégie pour la Bretagne sur l'exemple écossais, car les situations sont loin d'être identiques. Et d'abord parce que l'Ecosse, toute colonisée qu'elle est, possède des franchises dont nous n'avons pas le dixième !

Nous n'avons pas, et le gouvernement centralisateur n'envisage pas une

(suite page 10)

LA VÉRITÉ SUR L'ÉLECT

LA Bretagne a-t-elle une vocation électronique? Quelle est la situation réelle des travailleurs bretons de l'électronique? Telles sont les questions que se sont posées les syndicalistes C.F.D.T. de cette branche professionnelle en Bretagne. Le résultat est un rapport (très bien présenté) d'une soixantaine de pages, bourré de chiffres... et d'anecdotes. Un ouvrage de référence (1) que nous nous efforcerons de résumer dans ces deux pages.

L'ELECTRONIQUE EN BRETAGNE

Si pour les notables bretons, l'électronique n'est souvent qu'une arme de propagande, pour les travailleurs, elle est un acquis qu'ils veulent défendre et transformer au mieux des intérêts collectifs. Et l'un des grands mérites de ce rapport est sans doute d'avoir montré les relations étroites existant entre un secteur industriel bien précis et l'ensemble de la situation économique de la Bretagne.

On remarque cette façon d'aborder la question, dès l'introduction puisque celle-ci est consacrée à l'évolution économique de la Bretagne. Ce texte mériterait d'être reproduit en entier dans nos colonnes tant est juste son analyse. Nous nous contenterons malheureusement de citer quelques passages significatifs :

— « Lanterne rouge des 21 régions françaises en matière d'industrialisation, la Bretagne n'a pas toujours été une région sous-développée sur le plan économique.

Très prospère du 14^{ème} au 16^{ème} siècle, grâce au dynamisme de son commerce maritime, la Bretagne malgré la perte de son indépendance en 1532, continue à se développer jusqu'à la fin du 18^{ème} siècle. » (...)

« Mais le début du 19^{ème} siècle fut fatal à l'économie bretonne. La bourgeoisie bretonne trop liée à la finance parisienne et aux banques genevoises ou hollandaises, préfère réinvestir en dehors de la Bretagne les profits apportés par le commerce. Ainsi au début du 19^{ème} siècle, la Bretagne ne possède ni infrastructure industrielle, ni voies de communications. » (...)

« La logique du système capitaliste accentue les déséquilibres. » (...)

« La Bretagne devient ainsi, vers le milieu du 19^{ème} siècle, un réservoir dans lequel l'Etat central trouve des travailleurs à bon marché et des hommes de troupe qui serviront le colonialisme en Afrique et en Asie.

Cette situation n'a pas sensiblement changé jusqu'à nos jours. » (...)

« Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la Bretagne prend conscience de sa situation de sous-développement. (...) La pression populaire, conjuguée dans un premier temps avec celle des notables, qui se firent ensuite récupérer, agit fortement sur le pouvoir politique central. »

C'est dans ce contexte que se font les premières décentralisations, notamment dans le domaine de l'électronique, secteur qui représente aujourd'hui près d'un tiers du potentiel industriel breton.

Pour des raisons pratiques, les rédacteurs du rapport ont limité leur étude aux quatre départements de la « région Bretagne », mais précisent-ils, « il ne s'agit pas là d'une prise de position sur les limites territoriales de la Bretagne. Les usines nantaises (...) sont aussi des usines bretonnes, qui ne se différencient pas des autres usines bretonnes ».

UNE ACTIVITE EN EXPANSION ET CENTRALISEE

L'électronique intervient un peu partout sans que l'on sache très bien comment. C'est donc une activité très différenciée et toujours en expansion. On y distingue cinq

grands secteurs de production : les composants, le matériel « grand public », le matériel professionnel, l'informatique et les télécommunications. Ce dernier secteur prend une importance croissante en Bretagne. La France a un tel retard en ce domaine !

Née à Paris, l'industrie électronique (250 000 salariés) se développe surtout actuellement en dehors de la capitale française. Mais cette « décentralisation » s'est faite de façon très inégale, et si les ouvriers « de province » sont devenus majoritaires, les ingénieurs (à 85 %) et les techniciens, eux, sont restés en très grande majorité parisiens. On conçoit à Paris. Ailleurs, on exécute.

Dernière caractéristique de l'électronique française : elle est contrôlée pour moitié par des groupes étrangers, notamment américains (I.T.T., I.B.M., Honeywell, Philips,...)

UNE INSTALLATION AU COUP PAR COUP

L'électronique ne s'est pas développée en Bretagne de façon continue, mais au coup par coup, par vagues successives... On peut remarquer que si les technocrates avaient envisagé l'installation d'une telle industrie en Bretagne, celle-ci ne s'est pas faite sans mal. Les mesures en faveur de la Bretagne ont toujours été annoncées précipitamment, sous la pression populaire, après de grandes manifestations (Thomson-CSF à Brest) ou pour faire gagner quelques voix aux notables locaux (C.T.B. à Pont-de-Buis, Sté CITEREL à Lannion).

L'électronique ne s'est développée, avec une certaine ampleur, qu'après un démarrage assez lent : 1 500 emplois entre 1961 et 1965, 4 500 entre 1966 et 1970, et environ 10 000 entre 1971 et 1975. La plupart de ces créations d'emplois concernent le secteur des télécommunications.

Il faut cependant noter que le nombre d'emplois créés est généralement très inférieur à celui annoncé au départ (propagande oblige !). Thomson-CSF avait annoncé à Brest la création de 2 500 emplois : douze ans après, on en est toujours à 1 400. Ericsson (Brest) promettait aussi 2 500 emplois : on plafonne à 1 000. De même pour la C.G.C.T. Rennes et L.M.T. Lannion.

En conséquence, même fin 1975, le poids de l'électronique bretonne restera faible dans l'ensemble de l'électronique française : quelques dixièmes de pour cent dans les secteurs « grand public » et « informatique », un ou deux pour cent dans les composants et les biens d'équipement. La part bretonne ne se situera à un niveau élevé (entre 15 et 20 %) que dans les télécommunications. Ainsi sur l'ensemble de l'électronique, la part bretonne de la France devrait être d'environ 6 % à la fin du VI^{ème} plan. Compte tenu que les Bretons représentent 5 % de la population françai-

se, la Bretagne se situera finalement dans la moyenne française. Alors parler de « vocation électronique », n'est-ce pas prendre les vessies pour des lanternes ?

DES CONSTATATIONS INQUIETANTES

D'autres constatations sont cependant plus inquiétantes, telle la structure catégorielle et par secteur de l'électronique en Bretagne.

En Bretagne, on ne dénombre que quatre centres de recherche et d'études, dont un seul du secteur privé. Tous les autres établissements sont des usines de production. Cette production peut être plus ou moins diversifiée, mais dans tous les cas, les ouvriers représentent plus de 80 % des effectifs. Seuls la Thomson-CSF et la SAT Lannion ont échappé à la règle, mais à Brest les laboratoires d'étude stagnent alors que les ateliers de production se développent, et à Lannion, le développement des unités d'études est encore bien limité.

Cette situation inquiète même le ministère du Travail puisque un rapport rédigé à son intention déclare : « La détérioration de la structure catégorielle de l'emploi est très préoccupante. En effet, la part relative des catégories pro-



Cliché MPB / Pierre Meurou

Pleumeur-Bodou

KABIGS, CABANS, MARINIÈRES,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR

247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tél. 44-75-69

RONIQUE EN BRETAGNE

fessionnelles les plus qualifiées : — cadres, ingénieurs, techniciens, ouvriers qualifiés — ne cesse de diminuer depuis 1965, tandis que celle du personnel sans qualification a presque doublé depuis cette date ».

Ainsi, en Bretagne, en 1971, six salariés de l'électronique sur dix étaient sans qualification contre trois sur dix en 1965. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Cette dégradation de la structure de l'emploi en Bretagne se répercute sur la répartition par sexe. Le rapport note en effet : « Du point de vue de l'emploi masculin et emploi féminin, si, l'équilibre quantitatif total était réalisé en 1968 (50,90 % d'hommes pour 49,10 % de femmes), il n'en est pas de même au 31 mars 1971. A cette date en effet, 61 % de la main-d'œuvre employée dans l'industrie électronique était féminine.

Cet afflux de main-d'œuvre féminine s'est surtout polarisée sur les emplois les moins qualifiés puisqu'en 1971, 75 % du personnel d'exécution est féminin contre 61 % en 1968 ».

DES FEMMES EXPLOITEES

Un chapitre du dossier de la C.F.D.T. est d'ailleurs consacré à la condition des femmes dans l'électronique.

Pourquoi la Bretagne a-t-elle attiré spécialement l'industrie électronique ? Il n'existe pas de réservoirs de main d'œuvre féminine ailleurs. D'autres régions françaises ne sont pas mieux loties que nous. Mais voilà : le cas de la Bretagne est spécifique. Dans l'emploi féminin le déficit n'est pas seulement quantitatif (110.000 femmes seraient prêtes à travailler), mais aussi qualitatif (il n'existe pratiquement pas d'emplois féminins alors que la majorité des Bretonnes ont un bon niveau scolaire).

Les employeurs peuvent donc attirer les meilleures, opérer une sélection et confiner leurs travailleuses à des tâches d'O.S. Elles n'ont pas le choix.

En résumé, on voit donc que l'électronique bretonne est une activité de fabrication permettant une exploitation de la main d'œuvre et que cette tendance ne fait que se confirmer. Quoi de plus clair, quoi de plus simple. Dans notre société capitaliste, la Bretagne électronique est vouée à rester « les jambes » et Paris « la tête ».

La décentralisation de l'électronique de Paris vers la Bretagne est un leurre. Mieux vaudrait parler de déconcentration puisque la

direction de l'entreprise reste en tout état de cause à Paris. Les seules opérations de décentralisation ont été le fait de petites entreprises : « Le matériel magnétique », Cabasse, Franckel.

UNE IMPORTANTE INDUSTRIE BRETONNE

Malgré tout cela, l'électronique est devenue depuis deux ans l'activité qui contribue le plus au développement industriel de la Bretagne notamment autour de trois pôles : Rennes, Lannion et Brest, les Côtes-du Nord étant le département où le plus grand nombre d'emplois a été créé.

Ceci ne provient malheureusement pas tellement du fait que le développement de l'électronique a été rapide (il est même en fait en deçà des promesses gouvernementales), mais du fait que les autres activités industrielles bretonnes régressent ou ne se développent que très lentement.

Du 11e rang des activités industrielles en 1968, l'électronique est maintenant au 6e rang. Elle pourrait atteindre le 2e rang derrière l'industrie agro-alimentaire avant 1980.

Ainsi, surtout à partir de 1968, l'industrie électronique a permis un relèvement partiel de la situation

économique catastrophique de la Bretagne. Elle a permis également que se développe la classe ouvrière bretonne qui vient ainsi renforcer les rangs des ennemis du capitalisme.

DES MAINTENANT

Le rapport de la CFDT le montre : c'est la loi du profit qui a influencé directement le développement de l'électronique en Bretagne. Cette influence n'ayant été que légèrement corrigée par l'Etat. Les conditions générales de développement de l'électronique en Bretagne resteront donc les mêmes si rien ne change :

- des usines de production en rendements et des bas-salaires grande série qui profitent des bons des O.S. bretonnes ;
- des unités d'études et de recherche qui ne décentralisent que sur le bon vouloir des PTT.

Ne parle-t-on pas d'une révision de la politique industrielle de l'Etat en matière de télécommunications ? Politique qui favoriserait deux ou trois grands groupes privés et qui condamnerait les usines de Bretagne à la sous-traitance perpétuelle..

Pour la CFDT, il faut que dès maintenant les 12 000 travailleurs bretons de l'électronique, du secteur privé ou public, de l'O.S. à l'ingénieur, interviennent pour contrôler le développement de leur activité et leurs conditions de travail. Cela signifie que soit développée l'information entre les travailleurs des différentes usines, et que se développe en cas de crise une solidarité active dans l'ensemble de la Bretagne.

Il importe, conclut le rapport, de « permettre aux travailleurs bretons de l'électronique de préparer le passage à l'autogestion de leurs usines le jour où cela sera possible, c'est-à-dire lorsque des moyens de production seront devenus propriété collective ».

Fanch KERFRAVAL.

(1) « L'électronique en Bretagne » Union régionale de Bretagne, CFDT Syndicat des métaux, 18 rue Chacotté - Rennes.



*Signée par sept
partis de 6 pays*

un document international...

La Déclaration de Brest

imprimée en suisse,
diffusée en Bretagne par l'u.d.b.
4 francs (3 francs + port)

à verser à : U.D.B. - B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX
C.C.P. Rennes 2.365.78

Mad'Laines
BINGUIN STEMM

Mme Y HERRY
18 Rue de la PORTE 29200 BREST

Tel : 45.00.60

la Bretagne a-t-elle une vocation électronique ?

PETROLE

(Suite de la page 7)

seconde leur création, l'équivalent du Secrétariat d'Etat pour l'Ecosse, du Scottish Office, chargé de l'ensemble des problèmes de développement, et qui possède une « branche pétrole », du Highlands and Islands Development Board, qui emploie 260 personnes, ni de la North East Scotland Development Authority.

PILLAGE

La revendication numéro un des Bretons et de notre parti, l'industrialisation, n'est à aucun moment envisagée, ni par le gouvernement, ni par les compagnies pétrolières, ni par les notables locaux.

Au ministère de l'industrie, quand on parle des trois forages de la S.N.P.A., on souligne que c'est la dernière chance, pour la France, de trouver du pétrole au large de ses côtes.

Dans une interview au « Télégramme », Poniatowski, parlant de la pénétration des autoroutes en Bretagne, signalait que le programme routier serait sûrement accéléré en cas de découverte de pétrole. Quel magnifique aveu — non révélé d'ailleurs par « Le Télégramme » — du pillage colonial de nos matières premières ! « Vers Paris, avec amour... et en vitesse » pourrait-on dire en parodiant les Ecosais !

Du côté des compagnies, c'est encore plus franc : si la production est minime, de l'ordre de deux millions de tonnes par an (c'est-à-dire largement moins que la consommation de routine) on fera une raffinerie en Bretagne. Si elle est de quinze millions de tonnes (c'est-à-dire apte à démarrer une pétrochimie), le pétrole sera évacué par oléoducs marins ou terrestres vers la région parisienne via la Basse-Seine ou Donges.

A Brest, au mois de Janvier dernier, un conférencier de chez Elf, questionné sur le nombre d'emplois que créerait le pétrole, répondait froidement « Aucun ! »

Il nous faudra beaucoup nous battre, et autant commencer tout de suite, pour que le pétrole, s'il existe, serve à notre développement ; et, pour ce combat il est inutile de compter sur les notables bretons, car ils ont déjà capitulé, s'ils ont même jamais imaginé récolter plus que les miettes qui suffisent à les maintenir en place.

CURIEUX PROPOS AU CONSEIL GENERAL

Le 18 mars, ils étaient tous au « conseil régional » gonflés de leur importance et de leur formidable incompétence : Jean Chaffot, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rennes, bête d'admiration devant l'Ecosse où les pétroliers ont leurs clubs dans la ville d'Aberdeen, termine son intervention par des considérations filandreuses sur la nécessité de réduire la fiscalité envers les compagnies pétrolières.

Victor de Cadenet, président de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie parle de la nécessaire infrastructure portuaire, mais ignore l'avance prise par les autres en ce domaine. Tout se passe pour lui comme si le point essentiel était que les Bretons cessent de payer différemment leur gaz selon qu'ils sont au nord ou au sud. Quel visionnaire !

Eugène Berest, maire de Brest parle de contacts avec huit compagnies qui désirent s'implanter à Brest pour y faire des plateformes, mais n'évoque pas la présence gênante de la marine. Et le 24 avril, la première de ces compagnies annonce qu'elle renonce à Brest pour le moment faute d'infrastructure.

Où est la véritable industrialisation dans tout cela ? Elle ne vient même pas à l'esprit tant la mentalité d'assisté et de mendiant est forte...

Et pourtant, quand on parle du pétrole, comme de centrales nucléaires, comme d'exploitation des minerais du sous-sol, c'est bien là l'enjeu de la survie, puis du développement pour notre peuple.

Et quand il s'agit d'arrêter une telle hémorragie de nos jeunes, nous ne pouvons négliger aucun atout, aucune possibilité. Le système des royalties est réactionnaire ? Pas si évident, si l'on sait, comme les Lybiens, s'en servir. Sans compter qu'il pose d'intéressantes questions institutionnelles : à qui reviendrait l'argent, les taxes, les impôts ? Pas au pseudo Conseil Régional, quand même ! Les Pleven, Lombard, Marcellin n'y sont même pas élus au suffrage universel...

En tous cas, les deux arguments, parfaitement contradictoires au demeurant, qui nous sont servis (et jusque dans nos écoles...) pour justifier la domination de la Bretagne reçoivent dans cette affaire un coup de vieux supplémentaire.

Quand on nous dit en effet « Que feriez-vous tout seuls, vous n'avez rien », cela devient de jour en jour moins vrai.

Et quand on nous oppose « Que feriez-vous de vos artichauts, ou de de votre cuivre, ou de votre poisson, ou de votre pétrole » nous ne pouvons que remarquer, après Morvan Lebesque que c'est le meilleur argument à donner à des autonomistes : au moins nous en ferions ce que nous voulons.

La Bretagne possède les hommes, elle possède des techniciens et des ingénieurs qui travaillent dans toutes les parties du monde ; il n'y a nulle fatalité économique qui empêche son développement. Le seul obstacle est d'ordre politique, en définitive, c'est pourquoi la revendication d'une industrialisation véritable, en même temps qu'elle mobilise les Bretons contre l'exode qui leur est imposé, est le premier moyen de renverser une telle politique.

J.G.

LE PETIT HOMME DE WATTIGNIES

Un soir de février 1971, je me trouvais avec quelques amis aussi confus que moi-même, au milieu des plus beaux représentants de la réaction du cru, dans la salle de réunion d'une grande brasserie de Lille, où se déroulait une assemblée à laquelle ma qualité d'étudiant en journalisme m'incitait seule à assister. La campagne pour les élections municipales battait alors son plein, et la ville s'ornait (si l'on ose dire), un peu plus chaque jour des traits flasques et couperosés d'un certain Ortoli, qu'on disait à l'époque ministre de je ne sais quoi.

Au bureau avait pris place (comme on écrit dans la bonne presse), l'aréopage des élus soixante-huitards, digne, chacun, du crayon d'un Daumier. Il n'y manquait que le parachutiste, je veux dire l'Ortoli.

A la place d'honneur trônait en vedette américaine un petit homme à la petite moustache qui, après un préambule commis par quelque paléogailliste gâteux, prit la bonne parole pour assurer en trois quarts d'heure aux auditeurs sceptiques quoiqu'U.D.R., que M. Ortoli était un très bon candidat, bon époux, bon père, ancien résistant, pas corrompu et tout et tout, et encore et surtout, qu'il n'était pas Corse, puisqu'il était né à Hanoi, d'où ses nombreuses et profondes attaches dans le pays minier. Le petit homme, qui se faisait à l'époque appeler Guermeur, conclut par cet envoi décisif : « ainsi, moi, tout le monde dit que je suis Breton. C'est faux, je suis né à Wattignies. »

Pour le coup, le public conquis, ravi, battit des mains.

Mai 1973 : je regagne la Bretagne, après deux ans passés loin d'Europe. Je m'intéresse vaguement à la politique. Lelong, de Bennetot, Ploux, Caill, de Poulpique, à l'ouest rien de nouveau. Et puis, pourtant, si... Guermeur, ça me dit quelque chose ça, Guermeur, mais quoi ?

Peu de temps après, feuilletant l'un des deux quotidiens de première nécessité vendus dans le Finistère, je tombe sur une photo en page Douarnenez : le petit homme a rasé sa moustache, mais croyez-moi, m'sieu l'commissaire, c'est lui, j' le r'connais, c'est mon ch'timi.

Désormais, je ne peux pas ne pas en entendre parler. Il est partout, ce « Douarneniste de vieille souche », chez les vieux, chez les jeunes, chez les anciens combattants, chez les blessés du poumon, à la messe, à la Stella, au bistrot, à la soupe, derrière la porte, devant la fenêtre, sous la table, dans ma poche, et dans ma tête pour quel cauchemar. Il passe à la radio, repasse à la télévision, ensevelit les salles de rédaction sous les communiqués, bloque les standards téléphoniques, amène les patrons, rassure les grévistes, pose des questions, y répond lui-même. On le croit en Bretagne, et il est à Paris, on l'entrevoyait à Rennes, il rêve de Bruxelles. Gast ! Quand on possède un tel don d'ubiquité, on doit bien pouvoir naître en même temps à Wattignies, au Juch et à Saint-Denis de la Réunion (je sais, j'anticipe...).

Le petit homme frénétique, à qui ne restent pour dormir que les bancs déjà bien encombrés du conseil régional, va bien finir par se tuer à la tâche, comme le brave Louis Tymen, qui n'a jamais autant fait parler de lui que depuis qu'il est mort.

Curieuse transition, car Louis Tymen, ça ne vous dit rien du tout. Archétype du notable professionnel, cette personne vient de rendre son âme et, par voie de conséquence, son mandat de conseiller général du canton de Douarnenez.

Comme tant d'autres, ce cadavre-là était exploitable, à condition de ne pas le laisser refroidir, et, « après un instant de silence à la mémoire du défunt » (à peine enterré), le petit homme fait diffuser dans le peuple une longue lettre sans doute pas rédigée de la veille, si l'on en juge par certain futur antérieur maladroitement placé à la fin du premier paragraphe.

S'y laissant complaisamment traiter de « cher ami » par feu Tymen, le petit homme annonce sa candidature à la succession de celui qui, à n'en pas douter, avait fait de lui son héritier politique. Il n'en était rien, comme le fils Tymen le fit savoir, mais qu'importait : chez les gogos de la campagne qui constituent les escouades dociles des bien-votants, cette tirade de bonimenteur avait fait son effet.

Le second tour de l'élection a eu lieu. Michel Mazéas, maire communiste de Douarnenez a été battu par le nécrophile, dont la lettre à ses clients se terminait ainsi : « si vous me confiez la charge de vous représenter au département, j'aurai à cœur, vous le savez, d'aborder cette mission nouvelle dans le même esprit qu'aujourd'hui... » Voilà, semble-t-il, qui promet, car je le trouve, moi, un peu malsain d'esprit, le petit homme de Wattignies.

Jean Le Roux.

CLASSIQUE

VARIÉTÉS

POP

JAZZ

FOLK

Votre disquaire à BREST :

disco

39, rue Jean-Jaurès — BREST

DISQUES BRETONS ET CELTIQUES

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES

Chronique réalisée ce mois-ci avec la collaboration des sections U.D.B. de : Brest-Centre, Concarneau, Nantes-Saint-Herblain et Rennes.

ILLE-ET-VILAINE

REDON :

600 EMPLOIS SUPPRIMÉS CHEZ GARNIER-MAURY

A la longue liste des faillites et des fermetures d'usines vient s'ajouter la catastrophique liquidation de l'entreprise Garnier-Maury qui jette 600 salariés au chômage. Cette fermeture s'est faite avec la complicité des pouvoirs publics et du gouvernement, directement responsables à travers la D.A.T.A.R. Le patron Maury était en effet un industriel présenté et garanti par cet organisme et son délégué régional en 1970. Il est inadmissible qu'une fois de plus on veuille faire payer aux travailleurs bretons, par le licenciement et le chômage, l'irresponsabilité et l'incompétence des patrons locaux ou parachutés. La situation tragique de l'emploi dans le pays de Redon se trouve ainsi dramatiquement aggravée et la Bretagne continue de payer en priorité le prix de la crise du capitalisme français.



Photo M.P.B.

La réponse du pouvoir aux licenciés de Redon

FINISTÈRE

CONCARNEAU :

L'AFFAIRE DE LA SOBIPEC

Encore une fois, les travailleurs et leurs familles sont les victimes : aucun rapatriement n'a été assuré par l'armement. Certains marins ont pu rentrer, grâce à des billets achetés par leurs familles à Concarneau et expédiés en Afrique. D'autres, gravement malades, ont été rapatriés par urgence sanitaire. Du fait du non-règlement des cotisations sociales (prélevées cependant sur le salaire des équipages !) aucune couverture médicale n'est assurée depuis plusieurs mois (frais de médecin, pharmacie et chirurgie). Pas d'indemnités journalières de chômage. Certaines situations sont tragiques.

Des équipages dans l'abandon total à Abidjan, obligés de « faire la masse » pour subsister, certains réduits à la mendicité, sans hébergement : c'est le résultat de la saisie en Afrique du rôle de pêche de plusieurs thoniers de la SOBIPEC du fait d'un lourd passif.

Depuis janvier pour certains marins, depuis juin pour d'autres, aucune part de pêche n'a été versée ! Et depuis décembre 1974 aucun fixe mensuel n'a été versé aux équipages. La dette totale de l'armement envers les travailleurs avoisinerait les 300 millions d'anciens francs.

80 familles du sud de la Cornouaille sont touchées par cette situation, soit environ 450 personnes !

COTES-DU-NORD

PLEMET :

TRAVAILLEURS IMPAYÉS

Au début du mois d'avril, les 84 travailleurs de l'abattoir A.L.C. attendaient encore leur prime de fin d'année et ils n'avaient pas perçu non plus leur salaire de mars. Devant cette situation, les employés qui occupaient l'entreprise ont mis en vente une partie des stocks de dindes, de poulets fumés ou de ligotins. En même temps, ils annonçaient qu'ils restitueraient le produit de ces ventes lorsqu'ils percevraient le salaire qui leur était dû...

MOR-BIHAN

BELLE-ÎLE :

LA VIE DES FERMIERES BELLILOISES

Le bulletin « S.O.S. Belle-Ile » a mené une enquête sur la condition des femmes d'agriculteurs dans l'île et donne le détail d'une journée d'hiver : « lever 7 h ; il faut préparer les enfants pour l'école. Ensuite traire, soigner les veaux, passer le lait, puis une petite pause pour déjeuner. S'il fait beau, mettre les bêtes dehors, nettoyer les étables (les femmes le font dans une proportion de 6 sur 10), puis cuire pour les bêtes, ou couper les betteraves, s'occuper des cochons ou des veaux, en plus distribuer le lait à quelques clients. Ensuite préparer le repas, faire la vaisselle, raccommoder, coudre un peu, tricoter... et de nouveau s'occuper des bêtes, traire... Il ne faut pas oublier le beurre une ou deux fois par semaine, tous les 2 jours pour certaines au printemps. Celles qui ont un malaxeur voient leur travail diminuer : 10 kgs de beurre en 5 minutes, 1/2 journée à la main... Après le repas du soir, un petit coup d'œil à la télé ou au journal et puis au lit. La durée de la journée de travail d'une femme à la ferme est de 15 heures en hiver et de 17 heures en été !

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES :

UNE VIOLATION DE LA LAICITE

Les élèves des écoles, lycées et collèges du département ont reçu chacun deux dépliant sur les... « pays de Loire » dans les 5 départements de la région-bidon, afin de les convaincre — et convaincre leurs parents — de la réalité de la « communauté vivante » inventée par les technocrates au service de la bourgeoisie. De quel droit utilise-t-on l'école pour faire admettre un cadre géographique qui n'a jamais été approuvé par les électeurs ? De quel droit gaspille-t-on l'argent des contribuables pour rédiger, imprimer, diffuser ces dépliant alors qu'aucune solution n'est apportée au maintien des travailleurs dans leur emploi, au relèvement des revenus des agriculteurs qui ne soit pas une aumône, etc... Pourquoi cette abondance de publications luxueuses sur les « pays de Loire » répandues par les services préfectoraux ? Est-ce là leur vocation ? Tout cela prouve la crainte des affairistes de voir un jour ou l'autre leur plan remis en question.

NOS LECTEURS (aussi) FONT LE P.B.

Nous rappelons ici le principe de cette rubrique, inaugurée avec le dernier numéro du P.B. Nos colonnes s'ouvriront désormais tous les mois aux collaborations signées que nos lecteurs nous adresseront. Si vous avez quelque chose à dire, prenez la parole : nous vous l'offrons.

Ce mois-ci, un lecteur de la région parisienne, s'adresse au « Nouvel observateur » — et à travers lui — à la gauche parisienniste, dont l'attitude politique et culturelle est si souvent exaspérante...

cinéma et régionalisme

J'ai assisté récemment, dans un cinéma de Trappes, à une projection du film « La Folle de Toujane » qui n'avait malheureusement attiré qu'une cinquantaine de spectateurs, malgré la présence active du réalisateur René Vautier.

Au retour, j'ai eu la curiosité de rechercher dans mes « archives » la critique que vous aviez publiée à propos de ce film. A défaut de la découvrir dans la chronique confortable où Jean-Louis Bory développe ses analyses, j'ai retrouvé dans la rubrique « Films à voir » un texte non signé...

Ce texte justifie, de façon presque caricaturale, les reproches que je fais à la gauche parisienniste quant à son attitude face au combat régionaliste, qui me paraît faite entre autres choses, de sympathie condescendante et d'ironie, auxquelles s'ajoute ici une bonne dose de mauvaise foi.

S'il est permis, en effet, de ne pas être convaincu par la thèse de Vautier, il est par contre parfaitement inexcusable de déformer les illustrations qu'il en donne.

Résumer son film par l'équation « Petits commerçants-Fellaghas, même combat », comme l'a fait votre collaborateur, constitue à mon avis une malhonnêteté caractérisée, car je voudrais bien qu'on me précise où et quand Vautier parle des petits commerçants, sinon par l'intermédiaire d'un seul couplet de la chanson de Gilles Servat intitulée « Les Prolétaires », ce qui, on en conviendra, représente assez peu de choses dans un spectacle de 2 h 20. Précisons d'ailleurs que cette chanson, qui date de fin 69, n'a évidemment pas été écrite spécialement pour le film. Passons...

Et parlons plutôt d'un autre coup bas : l'emploi insisté du mot folklore, qui n'est certainement pas fortuit mais me paraît trahir un souci inavoué de minimiser la portée de l'œuvre. « Un grand doigt de folklore » écrit votre critique anonyme et bien parisien, dont on pourrait se demander s'il a vu le film.

Car même en cherchant bien, je m'avoue incapable de découvrir ce fameux « grand doigt » d'un folklore aperçu à l'extrême rigueur, dans un banquet, sous la forme de quelques coiffes bigoudènes (mais peut-être aurait-il fallu demander à ces provinciales de ne pas se coiffer comme elles le font tous les jours, afin de ne pas contrarier les critiques parisiens ?), ou, si l'on y tient absolument, sous la forme de quelques vues du calvaire de Tronoën... A moins que, suis-je distrait, on ne fasse tout bonnement allusion aux séquences tunisiennes ? Mais je m'égare : hors de l'hexagone, ce n'est plus du folklore, c'est de l'ethnologie ; on est de tout cœur avec l'auteur.



René Vautier et Gilles Servat pendant le tournage de la folle de Toujane.

Quoiqu'il en soit, le résultat recherché a été atteint, car il me revient qu'à l'époque, après une telle démolition, je ne savais plus très bien si je devais aller voir un spectacle aussi peu convaincant et je suppose que bien des lecteurs non Bretons ont conclu par la négative.

C.F. Julien pourra toujours par la suite évoquer dans vos colonnes, sans d'ailleurs les reproduire, les « remarquables analyses politiques de l'U.D.B. », laquelle considère pourtant que ce film « sans lacune et qu'il faut voir à tout prix » est « une illustration simple mais convaincante de ce qu'elle dénonce elle-même depuis 10 ans, à savoir : Bretagne = Colonie (ce qui n'est pas loin de faire s'esclaffer votre plume anonyme), quelle importance ? »

Qui lit les journaux de l'U.D.B., à part les militants et quelques idéalistes attardés dans mon genre ?

Alors qu'un film convenablement soutenu par la critique, peut toucher un public important et, qui sait ? éveiller quelques consciences. Seulement voilà, pour un critique parisien « de gauche », il était incontestablement moins dérangeant de soutenir « Avoir 20 ans dans les Aurès »...

Bonnes gens, indignons-nous en chœur, vertueusement sinon efficacement, des malheurs, des difficultés ou des contraintes qui s'abatent sur les Kurdes, les Algériens ou les écrivains soviétiques. Comment dites-vous ? Et les Bretons ?

DÉCENTRALI ON VOUS ET

Il faut croire dur comme du fer à la décentralisation culturelle, ou alors posséder une bonne dose d'un mélange curieux d'inconscience, de foi inébranlable en l'art qu'on illustre et de confiance absolue dans le peuple auquel on s'adresse, pour quitter Paris, s'installer à Hédé, près de Rennes, y lancer un ballet-théâtre, et ambitionner, un an plus tard, d'y monter un spectacle enraciné dans la culture celtique : Tristan et Yseut.

C'est le pari qu'ont fait Bernard Libault et Michel Estier, le premier danseur et chorégraphe, le second comédien, et, si ce pari n'est pas gagné aujourd'hui, ce n'est pas faute d'avoir conquis les habitants (« Pourtant, dit le maire de Hédé, vous étiez comédiens et danseurs... c'était tout dire ! »).

Il faudrait plutôt parler de la carence complète de l'Etat en la matière. Nulle subvention, nulle aide, nul intérêt pour quiconque commet cette injure à la culture officielle et au parisianisme : venir dans ce coin perdu de la Bretagne, amener au théâtre et au ballet toute une foule de gens qui n'y avaient jamais mis les pieds, et surtout, faire Tristan et Yseut, comme si le théâtre de boulevard n'était pas tout désigné !

« Tout a commencé, explique Michel Estier, au moment où Michel Barry, animateur à l'A.D.E.C., est venu me voir au Théâtre de la Cité Internationale. Il me proposait quelques animations en Bretagne. Pourquoi pas ?... d'autant que je suis originaire de St-Lunaire. Ces animations et ces stages nous ont apporté

OFFICE BRETON DU SPECTACLE

« Le Teckel » 29128 Trégunc

CREATIONS et PRODUCTIONS de SPECTACLES
PROGRAMMATIONS — TOURNEES

ANIMATION DIZAINES COMMERCIALES, FOIRES-EXPOSITIONS, etc.
SOIREES DANSANTES — MATINEES ENFANTINES

Tél. (98) 97.62.53 LOCATION de CHAPITEAUX de 500 à 10.000 places
R. C. Quimper 63-A-210 FETE DE LA BIÈRE

Un peu de décence, s'il vous plaît, soyons sérieux, c'est du folklore !

...A propos, en lisant le « Peuple Breton » de Février, j'ai appris l'attribution de Prix Morla à René Vautier pour la « Folle de Toujane ». J'ose espérer que si vous avez omis de nous en informer, c'est parce que cette nouvelle n'est pas parvenue jusqu'à vous et non parce que vous considérez cette attribution comme une manifestation folklorique...

LE TROQUER,
LE PERRY-EN-YVELINES

Leçons de musique
Instruments de musique
et partitions

VANNES - MUSIQUE

P. LOHÉRIC

46, rue Maréchal Leclerc 56000 VANNES

Ventes et réparations

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emploi en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDE D'EMPLOI

— Nous sommes un couple breton exilé. Avons désir de rentrer au pays. Vous pouvez nous aider en nous signalant dans rég. Brest, Quimper, Quimperlé bar-crêperie à tenir. Nous pouvons investir nos économies ds petite affaire. Ecrire : Kerautret, 10, Grde rue Ch. De Gaulle. 92600 Asnières.

BREIZH-BAR
Crêperie
PLOUDALMEZEAU

en ty eo
e montroulez
a zo Guinness beuz ar varriken
a chouchenn TEL: 88.07.65

SEZ - VOUS OUFFERA...

des contacts humains que Paris ne nous donnait pas. A Paris finalement, on ne travaille sur rien...

Nous avons donc décidé de quitter Paris pour Rennes... La décentralisation, nous la souhaitions mais pas en parachute. Nous cherchions un lieu de travail en même temps qu'une matière à travailler. Nous les avons trouvés ici. Reste à trouver les moyens ».

« Une décentralisation artistique ne doit pas être un parachutage. Elle implique un temps d'observation permettant de percevoir et d'apprécier le contexte humain, social et géographique. Il ne s'agissait pas pour nous de dispenser une culture achevée, un produit définitif, notre action n'est pas là.

Pour reprendre une expression souvent employée, mais rarement définie, nous pouvons affirmer que notre activité prédominante est l'Animation Culturelle.

Dans ce concept nous trouvons échanges, relations et spectacles, valeurs qui doivent humaniser la vie collective. Animation et Création sont liées dans la mesure où de part et d'autre (côté public — côté créateur — animateur) il n'y a pas manipulation mais au contraire, des rapports humains basés sur une sensibilité vraie et profonde.

— en temps que créateur, c'est par l'Animation que nous connaissons les besoins du public ;

— en temps qu'individu, c'est par l'Animation que notre intégration a pu se faire dans la région ».

Après un concours de circonstances, nous nous sommes installés à Hédé avec l'appui de la population et du Conseil Municipal. C'est à partir de Hédé que nous rayonnons sur toute la Bretagne. Mais nous n'oublions pas notre action sur notre base d'implantation. C'est ainsi que cette année nous avons créé :

— le premier Festival de Danse « Ille et Vilaine » (17 et 18 août 74)

6 000 visiteurs dont 90 % d'habitants de la région

— l'ouverture du Théâtre de Poche de Hédé.

Décembre 74 :

6 représentations de « En attendant Godot » — Salles pleines dont 30 % de spectateurs du canton, les autres se répartissant entre Rennes, Combourg, St-Malo, Dinan et même Laval.

Janvier 75 :

Récital Poétique de Jean Daste (salle pleine).

Tant au niveau de l'animation (Danse - Marionnettes - Théâtre), qu'au niveau de la création, toute notre action est basée sur la sensibilité et les rapports humains.

C'est pourquoi, après une année de contacts, d'animations et d'actions diverses, nous étions parfaitement prêts pour créer une œuvre appartenant à la culture celtique : « Tristan et Yseut ». Seulement, les moyens financiers du Secrétariat d'Etat à la Culture sont inexistantes pour notre compagnie, c'est pourquoi nous sommes obligés d'aban-



photo Léhault-Estier

donner provisoirement ce projet. Il ne faut pas oublier que nous vivons uniquement sur nous-mêmes, sans salaire, sans sécurité sociale, poursuivis sans cesse par les divers contentieux sans parler des huissiers. Il est inutile de vous informer sur le fait que nos rapports avec la Culture Officielle et de Prestige (importation directe de Paris) ne sont pas des meilleurs. On ne croit pas du tout à notre action d'animation et pourtant on la constate.

Dans les milieux officiels on parle beaucoup de l'animation culturelle, mais lorsque cela existe on a vraiment l'impression que ces mêmes milieux font tout pour l'anéantir.

Depuis un an, aucun salaire n'a été perçu : cette année, le ministère des affaires culturelles a décidé, par son silence, que Tristan et Yseut ne sera pas joué...

J.G.

DES BARDES PLUS OU MOINS SINCERES...

Dans le dernier P.B., J. Guégan signalait que sur 29 artistes contactés pour soutenir les grévistes du port de pêche de Lorient, seul Gilles Servat avait répondu. Disons donc que sa maturité politique est plus forte que celle des autres, et c'est bien ainsi.

Ainsi Guégan, à son tour, écrit ce que je me tue à dire depuis longtemps : la grande majorité de nos révolutionnaires « trois étoiles » ne le sont que par opportunisme, et comme la Bretagne ça marche... allons-y ! Combien parmi eux seraient restés dans l'ombre si notre « Far-West bien aimé » n'avait risqué de rapporter. Pire : j'ose dire que si la Bretagne ne s'était pas réveillée, ils auraient pu être tout autre chose.

Il serait temps de ne plus bérer d'admiration devant n'importe quoi. Il y a eu une époque où l'on disait : habillez un âne, dites qu'il est U.D.R. et tout le monde votera pour lui. Je pense qu'il en va de même pour nos bardes plus ou moins sincères. Et si la mode continue : pourquoi pas Mireille Mathieu à l'Olympia en coiffe bigoudène ?

Bref, parmi nos révolutionnaires beaucoup se comportent en anarchistes petits-bourgeois. Parmi eux, combien ont une prise de conscience politique et syndicale évidente ? Peu. D'ailleurs aucun artiste breton n'appartient — au sens noble, évidemment — à un syndicat (il y a pourtant au moins deux chanteurs occitans au syndicat français des artistes interprètes). Bien sûr, il est plus beau de dire que l'artiste est en marge, que c'est un être à part, etc... Foutaises que tout cela ! Cela permet individuellement de se comporter de la pire façon dans bien des cas et aussi de se faire exploiter magnifiquement (radio, T.V., Music-hall, spectacles divers, etc...).

J'attire aussi l'attention sur le fait qu'il pourrait y avoir abus de l'utilisation des artistes pour des meetings de soutien. En effet, il nous est arrivé de faire jusqu'à 10 meetings par mois, sans avoir autre chose comme travail. Et comme les meetings sont évidemment gratuits, quand il faut expliquer au propriétaire qu'on ne peut pas payer le loyer parce que tous les spectacles effectués dans le mois étaient gratuits, il a tendance à nous rire au nez et à nous envoyer ses chiens !

Car un artiste, c'est aussi un homme comme tout le monde. Nous sommes pourtant le seul corps de métier (je dis bien : de métier) à qui on demande de travailler gratuitement. Si certains d'entre nous, de moins en moins nombreux, gagnent gros, il ne faut pas oublier que notre profession a actuellement 80 % de chômeurs (chiffre officiel). Quand nous avons mené une grande bataille contre le démantèlement de l'O.R.T.F. — car nous savions que cette « réforme » avait pour but de diviser les travailleurs et leurs syndicats et de baisser la qualité, déjà médiocre, des programmes et réalisations — nous n'avons pas vu beaucoup de travailleurs de Lip, Rateau ou Renault dans les manifs de soutien. Pire, je crois même que nous devions être les salauds qui, en faisant grève, supprimaient ainsi le feuilleton ! De tout ceci, il faut être conscient, camarades.

Tant d'idées fausses sont répandues sur notre métier par l'idéologie bourgeoise... Sait-on toujours que la moyenne des salaires en 1968, de la grosse vedette du show-business au plus mal loti d'entre nous, était de 748,39 francs par mois ! Ça défrise hein ? Et pourtant c'est vrai. Il y aurait encore beaucoup à dire sur le sujet...

Serge KERVAIL

Peuples opprimés

IRLANDE

Après la tragique entreprise des Provos, le Mouvement Républicain subit les effets d'une autre provocation de la part d'un nouveau parti, l'I.R.S.P., dont l'attitude pseudo-révolutionnaire n'est qu'un masque destiné à camoufler des crimes et des assassinats — L'I.R.S.P. est formé d'éléments nationalistes réactionnaires comme Seamus Costello (récemment exclu du Sinn Féin) dont le goût du pouvoir s'accommode de l'hystérie des éléments gauchistes qui le soutiennent. Parmi les victimes de ce nouveau gang sectaire, plusieurs dirigeants du Mouvement Républicain, tels que Sean Fox (32 ans, marié, père de 5 enfants) abattu à Belfast, et Sean Garland (un des principaux membres de l'exécutif du Sinn Féin) blessé de six coups de feu à Dublin et qui a failli mourir.



Sean Garland

KURDISTAN

Plus qu'une défaite militaire, c'est une défaite politique que vient de subir la révolution kurde à la suite des accords passés entre l'Etat irakien et le Shah d'Iran. Le mouvement national kurde risque d'être ainsi liquidé avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer pour les populations civiles et les combattants qui ont cherché à se réfugier en Iran.

Le problème le plus immédiat est donc d'ordre humanitaire, et l'UDB s'associe à l'appel lancé par l'association « France - Kurdistan » à laquelle toute aide, sous quelque forme que ce soit, peut être adressée afin de soulager les souffrances du peuple Kurde.

Association « France-Kurdistan »

B.P. 70 — 75563 PARIS
Cédex 12

ABERRI EGUNA 1975 : L' U. D. B. ÉTAIT A GERNIKA

Nos camarades Monique Amice et Jean-Yves Manac'h représentaient l'U.D.B. à l'Aberri Eguna qui devait cette année se dérouler à Gernika (Biskaia) en Euskadi-Sud. Leur présence était plus que symbolique, même si les circonstances ne leur ont pas permis d'avoir les contacts escomptés avec nos frères basques. Voici leur reportage :

DANS la langue basque, Aberri Eguna signifie « Jour de la Patrie », car elle existe, la patrie des travailleurs basques : quatre provinces sous domination espagnole (Biskaia, Gipuzkoa, Araba, Nabarra) et trois sous domination française (Lapurdi, Baza Nabarra, Ziberoa), honteusement séparées par la frontière franco-espagnole.

Célébrer l'Aberri Eguna, c'est célébrer l'unité de ce pays que l'on veut détruire, c'est affirmer comme on le voit sur certains murs de Bayonne par exemple, que $4 + 3 = 1$, c'est affirmer l'existence d'un peuple qui, comme le peuple breton, a son histoire — et quelle histoire ! — qu'on se garde bien de lui faire connaître, c'est aussi célébrer ce long passé historique de souffrances mais aussi d'espoirs en l'avenir.

Traditionnellement célébrée le jour de Pâques, l'Aberri Eguna se déroulait cette année à Gernika. Ce choix même était symbolique. Le chêne a toujours été dans la culture basque le symbole des libertés, individuelles ou politiques, mais devant les grilles obstinément fermées entourant le jardin où est planté le chêne de Gernika, de nombreux policiers avaient pris place et l'on pouvait tout juste jeter furtivement un regard au symbole de la liberté.

Gernika, c'est également le symbole des institutions démocratiques qui ont caractérisé la société basque au cours de son histoire : le 7 octobre 1936, José Antonio de Aguirre, Président du gouvernement d'Euskadi avait prêté serment sous le chêne. Mais c'est aussi le souvenir meurtri de la première ville massacrée par l'aviation nazie en avril 1937, parce qu'elle représentait la résistance du peuple basque à l'impérialisme.

A Gernika, l'Aberri Eguna était placée sous le signe de l'Unité. Pour la première fois en effet, toutes les organisations basques — sauf le nouveau parti L.A.I.A. — avait appelé à ce rassemblement. Le P.N.V. (démocratie chrétienne) avait mené une vaste campagne pour la préparation de cette Aberri Eguna, bien qu'il n'ait rien fait jusqu'à présent pour la libération de l'Euskadi. Disposant de beaucoup d'argent, il essaie apparemment de s'en servir pour « tirer les marrons du feu » et s'apprête à prendre une place que l'ensemble de la gauche basque, qui n'est pas suffisamment structurée, n'est pas encore à même de prendre.

Le parti socialiste ouvrier espagnol, l'E.H.A.S. (Euskal Herriko Alderdi Sozialista), qui ressemble étrangement au P.S. français sans le C.E.R.E.S., et le Parti Communiste d'Euskadi, jusqu'à présent filiale du P.C. espagnol mais qui semble vouloir devenir effectivement une organisation basque, avaient également appelé à Gernika.

E.T.A. aussi, qui vient de se scinder en deux branches, l'une « militaire » ou « officielle », l'autre « politico-militaire ». La rupture provient non pas de divergences idéologiques, ni l'une ni l'autre ne l'ayant véritablement approfondie, mais d'une différence de conceptions quant à la tactique à appliquer pour préparer l'après-franquisme.

E.T.A. militaire est favorable à des actions militaires nettes, sans bavures ni trop de pertes, du style de l'attentat contre l'Amiral Carrero Blanco, et préfère préparer des structures pour



Cliché Le Peuple Breton

l'avenir — l'après-franquisme est aujourd'hui imminent — plutôt que de mener des actions ponctuelles. Elle organise et arme en ce moment des commandos d'auto-défense et une véritable armée populaire dans les villages de Biskaia et du Gipuzkoa.

La branche politico-militaire, que l'on peut comparer à l'I.R.A. provisoire ou au F.L.B. avec qui elle entretient des rapports, préfère « irlandiser » l'Euskadi sud et mener des actions terroristes comme celle de la Puerta del Sol (c'est elle en effet). Bien qu'elle ait publié à l'occasion de l'Aberri Eguna un programme en huit points de constitution d'un gouvernement provisoire de la République d'Euskadi, elle n'a pas encore approfondi son idéologie et sourit beaucoup au P.N.V. avec qui elle mène des actions communes — ils ont conjointement organisé le rassemblement de Gernika — sans inviter les autres organisations de gauche.

Un nouveau parti, le L.A.I.A. (Langile Abertzale Iraultzaileen Alderdia), parti des ouvriers patriotes révolutionnaires, qui vient de se créer, appelle à un rassemblement à Eibar, industriel du Gipuzkoa où il est très implanté. Emission de l'ancien front ouvrier d'E.T.A., il se veut un outil de libération au service des travailleurs et l'avant-garde de la classe ouvrière, et son ambition est de devenir le Parti Communiste marxiste léniniste d'Euskadi.

Pour le H.A.S. (Herriko Alderdi Sozialista), seule organisation conséquente au nord, le but est de construire une gauche basque. « Si nous appelons au rassemblement de Gernika, lit-on dans Euskaldunak, il ne s'agit point pour nous de répondre à une quelconque consigne au nom d'une unité basque ambiguë qui rassemblerait tous les Basques selon la tactique de la bourgeoisie ». Et dans son éditorial en basque, il affirme clairement le sens que revêt pour lui l'Aberri Eguna : pas question pour lui de nier la lutte des classes. « A Gernika, conclut-il, nous proclamerons



cliche ENBATA

bien haut notre détermination pour que le pouvoir en Euskadi soit aux mains des travailleurs ».

J'étais le 22 avril 1973 à Donibane Carazin (St Jean Pied de Port). Cette journée avait été marquée par le deuil d'Eustakio Mendizabal, lâchement assassiné par la police espagnole alors qu'il sortait de la gare de Bilbao le 19 avril. Je me souviens avec émotion de ce peuple en lutte pour sa liberté criant bien haut sa détermination : Gora Euskadi Askatuta ! (vive le pays basque libre). A Gernika cette année on m'a reparlé d'Eustakio. « S'il n'avait pas été abattu, m'a dit un militant basque, une véritable armée populaire serait aujourd'hui en place ». Il avait commencé à la préparer en effet afin qu'elle soit prête le jour venu.

A Gernika cette année, rien de tout cela, car l'Aberri Eguna n'a pas eu lieu. La veille, samedi 29 mars, un commando d'E.T.A. politico-militaire avait abattu le sous-inspecteur de la police « économique et sociale » (sic) José Diaz Linares et fait sauter deux relais de télévision. Les jours précédents, des bombes avaient explosé dans plusieurs magasins de la ville.

Fouilles aux frontières, multiples barages de police (nous avons été contrôlés 25 fois en moins d'une journée) pour trouver une ville cernée, investie par les forces de police : la Guardia Civil mais aussi « les gris ». Arrestations, visiteurs refoulés, et 5000 personnes errant dans les rues sans même la liberté de s'arrêter ou de se rassembler à plus de deux ou trois.

Seule manifestation de ferveur autorisée, la messe célébrée en basque à 13 heures en présence d'une foule considérable.

Un climat de fièvre que l'on ne peut décrire, et sur les murs la propagande fasciste : des milliers d'affichettes apposées dans la nuit et représentant les policiers victimes des attentats commis par E.T.A., et des papillons autocollants en langue basque (mais oui) demandant que l'Espagne reste « unie » (« Espana Bat »).

Le bruit court même dans l'après-midi qu'E.T.A. « agirait » vers 19 h. Mais rien, rien pour cette foule qui n'attendait qu'une étincelle.

L'Aberri Eguna 1975 aura été un échec. N'est-ce pas une erreur tactique que d'avoir voulu rassembler tout le monde, des carlistes aux communistes ? « L'Unité d'accord, m'a dit un militant basque, mais pas n'importe laquelle ». Et un tract signé « Euskaldun Aniak » (les frères basques) interrogeait : « Aberri Eguna, est-ce à dire que nous ne soyons basques qu'un jour par an ? »

Si c'est malheureusement vrai pour certains, à 40 kilomètres de là Mondragon est déjà une ville « libérée » : tout est aux mains des organisations basques. Tout sauf la Guardia Civil. Et tout le monde attend que le jour soit venu.

Jean-Yves Manac'h



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

LAISSONS DONC LES POLEMQUES INUTILES

Abonné depuis peu au « Peuple Breton », je souhaiterais vous livrer quelques remarques sur le journal.

D'une manière générale, j'apprécie ses prises de position : dans l'ensemble de la presse militante bretonne, le P.B. me paraît le plus recommandable. Je souhaiterais pourtant que le P.B. fasse une plus grande place aux informations culturelles. Il serait intéressant par exemple de connaître avec précision où en est la langue bretonne, dans ses méthodes d'enseignement et sa diffusion par exemple, car comme le chante Stivell (pour lequel j'ai la plus grande admiration ; il a fait un travail considérable pour la Bretagne, et ce n'est pas fini j'espère) : « hep brezhoneg Breizh ebet ». De ce point de vue, votre dernier édit (mois de mars) m'a comblé, mais ce n'est pas suffisant. D'une manière plus générale, il me paraît primordial d'informer les lecteurs sur l'activité culturelle qui se développe en Bretagne dans tous les domaines : maisons d'éditions, livres, disques et cinéma, etc... Je sais qu'il existe de nombreuses associations culturelles, mais celles-ci ne sont pas forcément accessibles, ni toutes recommandables. Pourquoi donc ne pas constituer à ce sujet des dossiers, comme vous l'avez fait pour certains sujets, du reste fort intéressants (énergie nucléaire...).

Bon, abordons un autre problème, celui de votre attitude face à d'autres mouvements bretons. Comme certains de vos lecteurs, je pense que les querelles incessantes et les polémiques répétées sont dérisoires, surtout à partir du moment où votre ligne est bien claire et définie. Il y a tant d'autres choses à dire et à faire : laissons donc les polémiques inutiles et ne copions pas l'exemple donné tristement par les partis hexagonaux.

Concernant la présentation du journal, bien sûr, c'est d'abord le contenu qui compte, et le changement de papier me paraît évidemment secondaire. Par contre, je suis d'accord avec une de vos lectrices pour déplorer la sévérité de la présentation : pourquoi en effet ne pas introduire bandes dessinées et autres éléments d'humour, à condition que celui-ci soit de qualité.

En ce moment où la cause bretonne avance à grands pas, je vous souhaite bon courage.

H. Padiou
44 - La Limouzinière

LE PLUS SERIEUX...

... Je suis militaire à Paris, mais d'origine dinanaise... J'aimerais, malgré mon éloignement relatif de ma province, être continuellement informé de ce qu'on y fait ou de ce que l'on devrait y faire.

J'ai choisi le « Peuple Breton » qui me semble le plus sérieux et surtout le moins utopique...

J.-P. B. - 75 Paris

PAS D'ALLIANCE AVEC LA DROITE

C'est toujours avec autant d'attention que je lis « Le Peuple Breton » qui reste le journal mensuel qui nous apporte une information sérieuse, véritable ballon d'oxygène surtout en cette période où le grand capital accentue sa tentative d'asphyxie.

Dans le dernier P.B., j'ai particulièrement remarqué votre enquête sur les problèmes de l'énergie en Bretagne et votre dialogue à propos de « Strollad ar Vro ». Les lettres de Jézéquel nous montrent bien une fois de plus combien on peut être à droite et ce que cela signifie. S.A.V. ne peut nier son appartenance à la droite avec de tels dirigeants et avec des ressources provenant de partis réactionnaires français.

Il ne faut pas tomber dans l'erreur de certains Bretons qui proposent l'alliance avec les partis bretons quels qu'ils soient. Seul le socialisme pourra sortir de la crise la Bretagne, comme la région d'où je vous écris. Pour cela il faut être fort, et être fort signifie s'allier avec ceux dont les thèses sont communes ou proches en certains points, c'est-à-dire les gens de gauche.

Au Pays Basque, il existe bien entendu quantité de gens qui pensent que la solution pour s'en sortir, c'est l'alliance des partis et mouvements basques entre eux, et qui écartent toute action avec les partis ou syndicats représentatifs sur le plan français... Ainsi, l'an dernier, un réfugié basque « espagnol » me parla avec distance de la C.G.T., puis sans enthousiasme de l'U.D.B. qui, selon lui, fait fausse route ; et il achevait par cette réflexion : « Je préfère un patron d'entreprise basque à un ouvrier communiste breton »...

... L'U.D.B. doit renforcer et asseoir sa position en Bretagne aux côtés des partis de gauche représentés sur le plan national.

Personnellement, au Pays Basque, je préfère ne pas militer à l'U.D.B. car

cette action serait trop lointaine et inefficace. Je pense que si je peux faire quelque chose, c'est au sein des forces traditionnelles françaises, tout en m'efforçant de ne pas perdre le contact avec votre action et celles des autres mouvements régionaux...

J.-Y. Ihuel - 64 Anglet

A L'INTENTION DES CHANTEURS BRETONS

A l'intention des chanteurs et artistes bretons, et de tous les Bretons résidant ailleurs qu'en Bretagne et espérant y revenir un jour.

Le 3 avril, j'ai assisté au récital des « Tri Yann » à St-Lô dans la Manche, et j'ai été quelque peu déçu par leur attitude. Il ne faut pas oublier qu'il y a partout des Bretons expatriés. Ce soir là, il y avait bien 30 % du public qui était breton. Les Tri Yann se sont présentés comme des étrangers faisant part de la culture bretonne à d'autres étrangers, et essayant de chauffer un public bien calé au fond de son fauteuil.

Ce que j'ai retenu de cette soirée, c'est ce pincement au cœur et cette envie de taper du pied en écoutant Yvon Etienne et les Tri Yann. Ce qui m'a manqué, c'est la solidarité, la communion entre l'artiste et le public. J'avais envie de me lever et de gueuler : « Je suis en Normandie, mais moi aussi je suis breton ! ».

J'espère que les artistes bretons liront ces quelques lignes et qu'ils en tiendront compte quand ils passeront ailleurs qu'en Bretagne...

En espérant un jour retrouver définitivement mon pays natal.

J.-J. Rebours
50 - St-Lô

L'U.D.B. DANS LE PAYS DE DOL

... Si je connais votre journal depuis quelque temps déjà, c'est parce que je suis étudiant à Rennes. En effet, votre journal est peu connu dans mon pays de Dol, ou même à St-Malo. Le mouvement politique breton y est d'ailleurs peu connu, mis à part S.A.V. en raison de sa présence aux dernières élections législatives. La population a conscience d'être différente des Français, mais pas encore au point de voter massivement breton, faute de candidat et de publicité informative de la part de votre mouvement.

La section de Rennes est « descendue » à Dol et St-Malo le dimanche 2 mars, mais, à ce que m'a dit un des militants, la vente du « Peuple Breton » a été un demi-échec dans le sens où elle n'a pas été massive. Mais ce fut aussi un succès par la curiosité bienveillante que le journal a suscitée. C'est peut-être le prélude à l'ouverture d'une section de l'U.D.B. à St-Malo et à Dol.

J'ai fortement apprécié l'article « La fête en Bretagne » du numéro de mars, car il correspond bien au sentiment que j'avais du but de la fête en Bretagne. Je m'efforce aussi depuis longtemps à faire prendre conscience autour de moi de la nécessité de la voie politique pour l'émancipation de notre terre, avec ou sans la France.

G. Glemot
35 - Baguer-Morvan

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST - Tél. 44-33-21

Hôtel-Restaurant

« Les Routiers »

Place de
TOURNEBRIDE

22500 PAIMPOL

— Tél. 20 89.95 —

tient à votre disposition une

Nouvelle Salle pour
Réunions,
Noces et Banquets.
Allée de boules

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45 F (1)

A partir du N° _____ inclus

Joindre le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat-lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**PUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

Souscrit un abonnement ordinaire : 10 F (1)
de soutien : à partir de 20 F (1)

un réabonnement (1)

A partir du N° _____ inclus

Joindre le règlement par chèque postal (1)
mandat-lettre (1)
chèque bancaire (1)

(1) Rayer les
mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

SOMMAIRE

PAGE 2

LA VIE DE L'UDB

PAGE 3

UN JOURNAL DE JEUNES : YAO

PAGE 6

CONFLITS
FINISTÉRIENS :
DES PAYSANS-
PATRONS

PAGE 11

LE PROBLÈME
BRETON DE
BREST A NANTES

PAGE 13

LE BALLET-
THÉÂTRE DE
HÉDÉ OU LES
DIFFICULTÉS DE
LA DÉCENTRALI-
SATION

PAGE 14

PAQUES
POLICIÈRES AU
PAYS BASQUE

PAGE 15

COURRIER DES
LECTEURS

Les enseignants et — aliénation su-
prême — les enseignants bretonnants
eux-mêmes, dans leur grande majorité,
restent persuadés d'œuvrer pour l'inté-
rêt des enfants en contribuant à l'étouf-
fement de la langue bretonne. Au nom
de quoi assassine-t-on ainsi une culture
populaire ?

1

— « La langue bretonne est morte,
tout au moins chez les jeunes ; ils ne
la parlent plus ; ils ne la comprennent
plus ». Cela est faux, tout simplement.
Elle a considérablement reculé, et elle
recule encore, grâce en particulier à
votre enseignement, mais malgré près
d'un siècle d'attaques incessantes, elle
reste très vivante en de nombreux sec-
teurs, et le nombre d'enfants concernés
s'élève à plusieurs dizaines de milliers.

2

— « On a déjà bien du mal à leur
apprendre le français ; leur français est
plein de bretonnismes ». Le meilleur
moyen de purifier leur français n'est-il
pas de faire étudier les deux langues,
afin qu'ils prennent nettement consi-
cience qu'il s'agit de deux modes de
désignation différents, et qu'il importe
de ne pas les mélanger ?

3

— « J'ai moi-même trop souffert
d'arriver à l'école avec une connais-
sance insuffisante (ou nulle) du fran-
çais ». C'est l'argument classique des
bretonnants. Peut-on leur demander s'il
est nécessaire que des milliers d'enfants
souffrent à leur tour ? Ne serait-il pas
préférable, comme cela se fait en Hol-
lande, au Pays de Galles, en Allemagne
de l'Est, etc., d'éviter cette souffrance
en reconnaissant pleinement la langue
de l'enfant ? Ceci ne pourrait que favo-
riser son épanouissement affectif et
intellectuel et, par là-même, le rendre
plus apte à une meilleure maîtrise de
la langue de grande communication
parlée en France. Combien de breton-
nants, parmi les jeunes élèves, restent
murs dans leur silence au moment des
leçons d'expression orale en français ?
N'est-il pas prévisible qu'en leur propo-
sant une petite séance quotidienne d'ex-
pression orale en breton, ils se met-
traient à parler ? Si les choses s'arrê-
taient là, le gain serait déjà considéra-
ble : l'enfant se serait enfin exprimé.
Mais il y a fort à parier que, progres-
sivement rassuré, mis en confiance par
ces exercices, il affronterait l'expression
orale en français avec plus de hardies-
se, et que l'on assisterait à un déblo-
cage progressif à tous les niveaux.

4

— « Les parents eux-mêmes ne
voudraient pas du breton à l'école pour
leurs enfants ». Qui les a fourvoyés ?
Pourquoi ? Peut-on attendre d'eux, après
le lavage de cerveau qu'ils ont subi au
sujet de leur langue, qu'ils réagissent
autrement ? Mais il a été démontré,

7 QUESTIONS 7 REPONSES

Nous empruntons à un numéro spécial de notre confrère « Evid ar brezhoneg » un passage de sa lettre ouverte aux instituteurs Bretons. Nous pensons en effet que nul Breton ne peut rester indifférent aux arguments et aux réponses qui suivent.

localement, qu'il est possible, par l'in-
formation, de les faire évoluer rapide-
ment vers une vue sereine et objective
du problème.

5

— « Le breton n'est pas une lan-
gue, mais un dialecte ». A ceci nous
répondons qu'une langue n'est qu'un
dialecte soutenu par une armée et des
canons. Ce que nous voulons dire,
c'est qu'il n'y a pas de langues supé-
rieures ni de langues inférieures, pas
plus qu'il n'y a de races supérieures ou
inférieures. Nous avons beaucoup à
apprendre de certaines civilisations di-
tes primitives sur le plan des relations
humaines ; et les Esquimaux qui n'ont
que des lacunes dans la désignation de
la flore tropicale, ont à leur disposition
une centaine de mots pour décrire les
différents états de la neige. Il est iné-
vitable que dans le domaine de la tech-
nologie le breton, ayant gardé un statut
de langue interdite, ait pris un certain
retard, comme l'arabe sous la colonia-
lisation, et qu'il procède surtout par
assimilation. Mais toutes les langues,
dans un domaine ou un autre, à un
moment ou à un autre, ont connu une
situation analogue. L'anglais l'a connu
après la conquête normande, le français
subit l'assaut de l'anglais depuis plu-
sieurs décades, et l'on peut d'ailleurs
remarquer qu'il assimile plus difficile-
ment que le breton qui, dans le grand
réseau de langues indo-européennes,
a l'avantage de se trouver à un car-
refour stratégique. Le handicap n'est donc
qu'apparent et provisoire. Et c'est un
pur non-sens, sur le plan linguistique,
d'affirmer que le breton « ne peut pas
tout dire ».

6

— « Les bretonnants ne se com-
prennent même pas entre eux ». A sup-
poser que cela soit vrai, les problèmes
évoqués précédemment ne seraient au-
cunement réglés. En réalité, on a tou-

jours seriné aux bretonnants que le
« vrai breton » était toujours « ailleurs ».
En fait, l'aire de compréhension du
trégorrois est très vaste. Il n'existe
qu'un problème mineur avec le léonard
et le cornouaillais qui se règle très bien
lorsque les uns et les autres sont amenés
à se parler quelque temps, et un
problème plus spectaculaire avec la
variante vannetaise du breton. Mais, ici
encore, des échanges suivis aplaniraient
rapidement les difficultés de compré-
hension. Deux heures de télévision par
jour, pendant deux mois, et tous les
bretonnants se comprendraient convena-
blement.

7

Le handicap des bretonnants est un
problème que l'on trouve partout, en
France et à tous les niveaux, les en-
fants issus des milieux populaires arri-
vant à l'école avec un handicap socio-
culturel considérable, compte tenu du
fait que leur langage ne correspond
pas à la norme. Nous sommes bien sûr
d'accord là-dessus, et nous ajouterons
que c'est là le problème pédagogique
numéro un qu'il faut essayer de réso-
udre par tous les moyens, y compris par
une critique très serrée de cette norme,
imposée par la classe dominante. Là
où nous ne sommes plus d'accord, c'est
quand les personnes qui présentent cet
argument concluent : « Donc le breton,
on s'en fout ». Comment peut-on rester
aveugle au fait que, dans le cas du
bretonnant, l'écart entre son langage
naturel et la norme est infiniment plus
important qu'entre la langue populaire
et cette même norme ? Que les struc-
tures elles-mêmes de la pensée sont
ici en cause ? Le cas du breton, com-
me celui du basque et de toutes les
autres langues non-françaises en Fran-
ce, est surtout simplement inclus dans
un problème général, et ne peut en être
exclus. C'est un point particulièrement
chaud sur un front très large. Nulle
pirouette dans un raisonnement ne sau-
rait escamoter cette réalité.

On s'aperçoit qu'aucun argument in-
voqué contre l'introduction du breton à
l'école ne résiste à l'analyse.



Cliché Le Peuple Breton.

SUR LA LANGUE BRETONNE